



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°75 (N°157) – 2,00 €

1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 2019

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

## **Un enjeu déterminant : défaire Macron sur son projet de destruction des retraites !**

***Les travailleurs de la RATP le 13 septembre,  
les cheminots (en particulier ceux du centre de maintenance de Châtillon) ont démontré  
que la classe ouvrière était disponible pour combattre !***

**Pour vaincre, une condition décisive : briser la collaboration des  
directions syndicales avec le gouvernement via le « dialogue  
social », leur imposer la rupture avec Macron-Philippe  
et la réalisation du front unique pour son retrait !**

**Du Soudan au Chili en passant par l'Algérie, le Liban, l'Irak, l'Équateur, la Colombie,  
les masses se dressent, avec la jeunesse au premier rang,  
contre les régimes corrompus, vendus à l'impérialisme**

Depuis des mois, se multiplient les mobilisations massives entraînant parfois des millions de manifestants comme en Algérie, portant clairement l'exigence de la chute des régimes en place.

Au point de départ de ces mobilisations, souvent des mesures d'agression contre les masses prises par le gouvernement – en collaboration étroite avec le FMI, c'est-à-dire les représentants associés des principales puissances impérialistes –, les enfonçant davantage dans la misère et le dénuement : augmentation du prix du pain au Soudan, du carburant en Équateur, mesures anti-ouvrières notamment sur les retraites en Colombie, de la connexion internet au Liban, du prix du ticket de métro au Chili. Mais très vite, la mobilisation dépasse le point de départ, pose la question du pouvoir.

La domination impérialiste est directement la cible des manifestants, comme en Algérie lorsqu'ils s'en prennent à la dernière loi sur les hydrocarbures qui livre le gaz et le pétrole algériens aux trusts impérialistes.

La nouvelle rafale de mesures contre les conditions d'existence des masses ne doit rien au hasard. Elle est évidemment à mettre en relation avec les nouveaux développements de la crise du capitalisme, avec la récession qui se profile, indiquant par là que les expédients auxquels ont eu recours conjointement gouvernements et banques centrales depuis 10 ans pour éviter l'effondrement ont épuisé leurs effets. Nos lecteurs liront dans ce numéro l'article qui est consacré à la situation économique et qui établit ce diagnostic.

Et une fois de plus, la bourgeoisie à l'échelle mondiale n'a qu'une façon de faire face à sa propre crise : s'en prendre toujours plus violemment au prolétariat et à la jeunesse, aussi bien dans les pays dominés qu'au cœur même des citadelles impérialistes comme on le verra pour la France.

Certes, on doit le constater, dans les pays impérialistes, en particulier en Europe, les attaques subies par le prolétariat n'ont pas entraîné des mobilisations de même ampleur que celles qui déferlent dans les pays dominés. (suite page 2)

### **Sommaire :**

• ÉDITORIAL .....	P.1
• SITUATION ÉCONOMIQUE .....	P.10
• SUPPLÉMENT JEUNES À CPS.....	P.16
• ENSEIGNEMENT PUBLIC .....	P.18
• LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S. ....	P.22
• ON NOUS COMMUNIQUE .....	P.26
• CHILI .....	P.28
• ALGÉRIE .....	P.32

Une des raisons principales en est que le poids des vieilles directions des organisations ouvrières s'exerce plus lourdement sur le prolétariat pour empêcher celui-ci de se dresser contre les gouvernements bourgeois.

Mais la lutte des classes n'a pas disparu pour autant dans les pays capitalistes « avancés ». La grève massive pendant plusieurs semaines des ouvriers de General Motors aux États-Unis, renouant avec les meilleures traditions ouvrières, notamment celle des piquets de grève, vient de nous le rappeler avec vigueur. La revendication des mêmes conditions d'emploi pour tous les travailleurs de l'entreprise – les travailleurs employés depuis 2008 ne bénéficient ni

des salaires ni des acquis en matière de santé, de retraite, etc., dont bénéficient leurs aînés – témoignaient du haut niveau de conscience des ouvriers américains. L'accord concocté par les bureaucrates syndicaux avec la direction a certes bradé cette revendication, ce qui explique le rejet majoritaire de l'accord par les ouvriers dans un certain nombre d'usines, la direction ayant dû néanmoins concéder une augmentation de salaire significative. Mais cette grève – relayée par celle, victorieuse, des enseignants de Chicago - vient rappeler que les ressources existent partout dans le prolétariat pour affronter et vaincre la bourgeoisie, ses plans et ses gouvernements.

---

### Des caractéristiques communes

---

Pour en revenir aux caractéristiques communes des puissantes mobilisations de masse au Soudan, en Algérie, au Liban, en Irak, en Équateur, au Chili, on peut noter que :

- elles mettent en avant la nécessité d'en finir avec des régimes militaro-policiers, et donc mettent en avant des revendications et mots d'ordre démocratiques : à bas le régime militaire au Soudan (« tout le pouvoir aux civils ») et en Algérie (« Un État civil, pas militaire ») ; à bas le régime appuyé sur des bandes armées constituées sur des bases confessionnelles au Liban et en Irak ; à bas la constitution pinochetiste au Chili ; à bas le régime d'oppression de Pékin à Hongkong (« pour le droit de la population d'élire ses représentants »). Tous ces mouvements confirment que dans les pays dominés on ne peut passer par dessus les mots d'ordre démocratiques !

- en même temps elles intègrent le plus souvent des mots d'ordre de classe posant la question d'en finir avec la domination impérialiste : à bas la loi sur les hydrocarbures (qui brade le gaz et le pétrole aux trusts impérialistes) en Algérie ! À bas la mainmise des capitalistes sur l'enseignement, la santé, les retraites au Chili (mainmise qui est d'ailleurs inscrite dans la constitution), pour des services

publics qui permettent d'avoir accès à l'eau, l'électricité, la santé en Irak, etc.

- ces mobilisations voient se dresser contre elles la sainte alliance de toute la réaction mondiale. Le FMI - qui n'est rien d'autre que la coalition des États prêteurs, c'est-à-dire des puissances impérialistes - est allé conforter le gouvernement Bensalah en Algérie (et en même temps lui donner ses consignes), soutenu par Macron. Il faut rappeler la présence directe des troupes US en Irak. Mais aussi, remarquons-le : le régime des ayatollahs, tant en Irak qu'au Liban (via le Hezbollah), est en première ligne contre le mouvement des masses. Et au moment où nous bouclons cet article, il est lui-même en butte à une mobilisation de masse.

Enfin, et c'est essentiel, de l'Algérie au Chili, c'est la jeunesse qui se porte à l'avant-garde du combat, affrontant avec héroïsme la répression policière et militaire – plus de 300 morts en Irak - cette jeunesse sur laquelle ne pèse pas, comme l'expliquait Trotsky, le poids des défaites passées.

À tous les éternels sceptiques, à tous ceux qui prophétisent à longueur de temps la « fin de la lutte des classes », ces mobilisations donnent une éclatante leçon.

---

### Des obstacles politiques qui se ramènent à une question : celle de la construction dans chaque pays du parti ouvrier révolutionnaire

---

Il ne faut pas pour autant cacher les obstacles essentiels auxquels se heurtent ces mobilisations.

La classe ouvrière est sans aucun doute présente dans ces mobilisations. La puissante grève générale et la manifestation au Chili rassemblant à Santiago 1,2 million de travailleurs et jeunes en témoigne. En Algérie, depuis 9 mois, les grèves se succèdent, s'en prenant parfois avec vigueur aux bureaucrates syndicaux vendus au régime. Au Liban, en Irak plusieurs syndicats ont été amenés à appeler aux manifestations contre le régime.

Toutefois, la plus grande difficulté dans tous ces pays est celle de faire émerger une issue ouvrière à la crise, c'est-à-dire d'opposer aux régimes en place la perspective du gouvernement ouvrier boutant hors du pays les puissances impérialistes, engageant les mesures d'expropriation du capital en même temps que le démantèlement des forces de répression. L'origine de cette difficulté est claire : elle tient à la décomposition du mouvement ouvrier, et au fait qu'au sommet des organisations qui existent encore, les dirigeants mettent tout en œuvre pour sauver les régimes honnis.

Au Chili, c'est le Parti socialiste chilien (et d'une autre manière le PC Chilien) qui ont donné crédit à l'opération de Piñera de « réforme » de la constitution (voir article dans ce

numéro). Il faudrait d'ailleurs rappeler, si les limites de cet article le permettaient, leur responsabilité criminelle dans l'accession de Pinochet au pouvoir. En Algérie, non seulement la direction de l'UGTA associée au régime depuis 50 ans, mais aussi celle de la CSA (syndicats autonomes) font tout ce qui leur est possible pour que les élections du 12 décembre – visant à maintenir le régime militaire – se tiennent (voir article dans ce numéro).

Et il faut le rappeler, le Liban comme l'Irak sont des pays où existaient des partis communistes implantés qui ont été quasi liquidés par la politique constante du stalinisme dans tout le Moyen-Orient, du soutien à l'existence de l'État d'Israël à celui du régime des ayatollahs en Iran.

C'est à cause de cette difficulté que les forces bourgeoises et petites bourgeoises peuvent faire miroiter comme issue à la misère des masses des « solutions » qui sont autant de moyens de replâtrer les régimes. Il en va ainsi du gouvernement d'« experts » ou de « techniciens » proposé aux manifestants au Liban, comme si cette formule pouvait revêtir un autre contenu que celui d'un gouvernement direct des chargés de mission de l'impérialisme. D'une autre manière, c'est le sens de l'opération en cours au Chili visant

à permettre à Piñera d'opérer une « réforme de la constitution » (voir article sur le Chili dans ce numéro). Surmonter les obstacles au mouvement des masses ne peut se faire que par la construction dans chaque pays de véritables partis ouvriers révolutionnaires. Ils ne peuvent naître qu'à travers le processus par lequel une avant-garde, au sein des mobilisations présentes, en particulier dans la

jeunesse, acquerra la capacité à tirer les leçons des événements jusqu'au bout et renouera avec le programme de la révolution prolétarienne, tel qu'il s'est incarné dans les acquis des première, deuxième, troisième et quatrième internationales, et qu'à l'échelle qui est la sienne, le Comité fondé par Stéphane Just a fait vivre et développé.

### Europe : L'Union européenne sous la pression de forces dislocatrices

En Europe, il n'existe rien, à ce stade, de semblable aux mobilisations évoquées ci-dessus. La politique des appareils bourgeois qui dirigent le mouvement ouvrier a pour effet d'impuissanter pour l'instant le prolétariat. C'est particulièrement vrai du plus puissant prolétariat d'Europe, le prolétariat allemand. Ce dernier s'apprête à subir une nouvelle offensive d'importance contre ses conditions d'existence, du fait de la situation qui met le pays au bord de la récession.

Le chômage partiel y prend une ampleur rappelant 2008 dans l'industrie automobile, constructeurs et sous-traitants. À fin juin, le chômage partiel touchait plus de 2000 entreprises (soit presque 50 000 salariés). Selon le patronat allemand, le phénomène va s'amplifier et cela pour plusieurs mois. L'un des dirigeants de l'industrie automobile a déclaré : « *Nous ne nous dirigeons plus vers la crise. Nous sommes dedans* ». Une vague de licenciements vient d'être annoncée. Par exemple : Continental 7000, Siemens 1100 ; dans la sidérurgie, Thyssen Krupp 1500. La Bundesbank vient de produire un rapport mettant à l'ordre du jour la retraite... à 70 ans. Façon d'indiquer que pour la bourgeoisie, en Allemagne comme en France, le véritable programme, c'est la liquidation de tout droit à la retraite, l'exploitation jusqu'à la mort.

La direction du DGB continue par rapport à cette situation sur la même orientation que celle qu'elle défend depuis 2008 en particulier. En 2008, la bureaucratie syndicale allemande donnait le « la » pour tous les appareils en Europe, s'associant étroitement à la mise en œuvre des mesures de chômage partiel et des plans de licenciement. Il y a un an et demi, elle signait un accord portant sur 3700 suppressions de poste chez Opel. Chez Continental, l'appareil syndical vient de se prononcer pour « *passer en revue* » les sites menacés et a annoncé qu'elle refuserait « *les licenciements importants* », ce qui signifie que la discussion peut commencer sur le nombre de licenciements « acceptables ».

Et sur le plan politique, le SPD demeure membre de la grande coalition, alors que celle-ci, d'élections en élections, conduit le SPD à des désastres électoraux d'une ampleur historique. Rien ne permet de dire que le prochain congrès du SPD rompra avec cette orientation, d'autant que pour la bourgeoisie allemande qui décide de l'orientation du SPD, la grande coalition demeure l'option de gouvernement la plus raisonnable, même si, à la CDU, des voix s'élèvent pour une alliance avec l'AFD parti ultra-réactionnaire hébergeant en son sein y compris des nostalgiques assumés de Hitler.

Est-ce également vers un gouvernement de « grande coalition » que l'on s'oriente en Espagne après les dernières

législatives, marquées par un tassement du vote pour le PSOE – qui demeure le plus important aux Cortès –, par une remontée du PP et par une progression considérable de Vox, parti ultra-réactionnaire se réclamant ouvertement du franquisme ? Aujourd'hui, le secrétaire général du PSOE semble plutôt privilégier l'alliance avec Podemos (lequel a essuyé un nouveau revers électoral), mais même avec Podemos, cela ne fait pas une majorité aux Cortès.

Les élections ont été dominées par la question catalane, question sur laquelle le PSOE a donné toute garantie à la bourgeoisie castillane en approuvant l'infâme verdict maintenant pour des années les dirigeants indépendantistes en prison et en réaffirmant son soutien à la constitution monarchiste post-franquiste qui maintient sous tutelle les peuples d'Espagne.

La réalité, c'est l'incapacité d'établir en Espagne un gouvernement stable, dans une situation où l'« embellie » relative sur le plan économique touche à sa fin.

Mais c'est en Grande-Bretagne que la crise politique est la plus profonde, en même temps qu'elle rejaillit sur toute l'Europe. Cela étant dit, Johnson vient de remporter quelques succès significatifs. Il vient d'obtenir – ce que n'avait pas obtenu May – un *deal* avec l'UE permettant à la Grande-Bretagne de sortir de l'union douanière (et donc de disposer d'une marge de manœuvre pour des accords commerciaux particuliers avec d'autres pays). Il doit ce succès au fait que l'Allemagne était prête à faire les plus grandes concessions pour éviter le « no deal », dont les conséquences pour l'économie allemande auraient été ravageuses, en particulier pour le secteur automobile. Et il peut juger que les élections aux Communes du 12 décembre se présentent sous un jour favorable, d'autant que vient d'être noué à son avantage un accord de « front unique » (bourgeois) avec le parti du Brexit de Farrage qui s'engage à ne pas présenter de candidats contre le sortant Tory.

À vrai dire, ce succès ne doit rien au mérite particulier de Johnson, mais lui a été offert par Corbyn à la tête du Labour Party dont toute la politique réelle depuis des mois consiste à défendre le maintien dans l'UE (il promet, s'il est au pouvoir, de renégocier l'accord avec celle-ci et, à défaut, de soumettre à referendum le retour dans l'UE).

Il faut se garder de pronostics trop péremptifs sur les élections à venir. Mais en tout cas, tout est fait pour rassembler les conditions d'un succès de Johnson, même si le caractère violemment anti-ouvrier de son programme peut pousser la classe ouvrière et la jeunesse à voter plus ou moins largement pour le Labour, malgré la politique de Corbyn.

---

## Macron en Europe : une succession de camouflets qui remettent le capitalisme français à sa place

---

Sur la scène européenne, Macron vient de subir une série de camouflets retentissants. Les représentants de l'Allemagne ne prennent plus la peine de mettre les formes pour le remettre à sa place et lui rappeler qu'il n'est que le représentant d'une puissance économique de troisième ordre. En clair, ils lui disent en langage peu diplomatique qu'il n'a pas trop les moyens de ses péroraisons !

Il y a eu l'épisode Goulard, dont la candidature comme commissaire européenne a été spectaculairement retoquée, ce à quoi la délégation de la CDU allemande au Parlement européen n'est pas étrangère. Il y a eu la négociation sur le Brexit, où les concessions faites à Johnson l'ont été pardessus la tête de Macron. Il y a eu dernièrement l'échange peu amène sur l'OTAN. Macron, qui n'a pu que se

soumettre à la décision de Trump de donner son feu vert à Erdogan contre les Kurdes, s'est laissé aller à des propos dépités sur « *l'OTAN en mort clinique* ». Il est vrai que le secrétaire général de l'OTAN, tenant pour quantité négligeable la position française, avait déclaré que le devoir de tous ses membres était... de se tenir aux côtés de la Turquie dans son offensive ! Angela Merkel a sèchement remis à sa place Macron, et l'on apprend que s'agissant du financement de l'OTAN, l'Allemagne négociait avec Trump la diminution de la contribution américaine... à compenser par une augmentation de la part française. La ministre française de la Défense, Parly, a réagi vertement : « *Nous ne paierons pas* ». Attendons la suite...

---

### Le diagnostic du ministre Le Maire : « *La France est menacée d'un déclassement productif* »...

---

Celui qui jugerait de l'état économique de la France à partir des innombrables articles sur la « *résilience de l'économie française* » (opposée à la quasi-récession de l'Allemagne), sur le maintien de la « *croissance française* » (n'est-ce pas un signe de l'atonie générale de l'économie mondiale qu'il faille s'extasier sur une croissance prévue... à 1,2 % pour 2019 ?) ; celui-là devrait être considéré comme un imbécile sans espoir.

La réalité de l'économie est plutôt dans le diagnostic porté par le gouvernement lui-même et son ministre Le Maire : « *La France est menacée d'un déclassement productif* ».

La reprise de la déclaration de Le Maire par *Le Monde* du 15 octobre précise :

*« Le pays ne compte plus, selon lui, que trois grandes filières : l'aéronautique, le luxe, les vins et spiritueux. Naguère fleurons industriels, le nucléaire, l'agroalimentaire et la pharmacie sont à la peine. Renault et PSA sont les constructeurs qui ont le plus délocalisé, vers l'Europe et le Maghreb. Résultat, la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) est tombée à 12 %, contre 23 % en Allemagne et près de 18 % en Italie. Le décrochage de l'industrie, qui a perdu 1 million d'emplois en dix ans, est d'autant plus inquiétant que c'est elle qui dope la productivité et nourrit la recherche et développement (R&D). "On ne fait pas une grande nation économique uniquement sur la base de trois filières", a insisté le ministre. »*

Il n'y a rien à redire au diagnostic. On peut simplement le préciser.

La situation du nucléaire est catastrophique. Invariablement, EDF annonce une nouvelle augmentation de la facture et un nouveau délai de mise en route de l'EPR de Flamanville. Là encore, c'est le gouvernement lui-même qui attribue cette catastrophe industrielle à la « *perte de compétence* » des ingénieurs français, signe imparable de la décrépitude industrielle du pays. Mais, est-ce l'énergie du désespoir ou bien une fuite en avant, on annonce la construction de 6

nouveaux réacteurs pour une somme de 46 milliards d'euros. Qui paiera ? L'État et le consommateur, c'est-à-dire, en l'occurrence, les travailleurs. C'est ce à quoi s'emploie le projet de loi Hercule, reporté mais non annulé, qui prévoit la renationalisation de la filière nucléaire (en même temps que la privatisation des secteurs les plus juteux).

La situation de l'agroalimentaire ne cesse de se dégrader. *Les Échos* indiquent : « *pour la première fois depuis 45, la France importe plus de produits agricoles européens qu'elle n'en exporte sur le vieux continent* » (on est passé d'un solde positif de 6 milliards en 2011 à un déficit de 300 millions).

Mais il est un domaine dans lequel le capitalisme français fait la course en tête, c'est le niveau d'endettement des entreprises. Parmi les grands pays, la France détient le record absolu avec un endettement global (État, ménages, entreprises) de 315 % du PIB ; c'est plus que les USA, que l'Allemagne et même que la Chine, pour autant que les statistiques chinoises soient fiables. Ce record français n'est pas dû à la dette des ménages, qui se situe au niveau allemand, ni même à l'endettement de l'État français (à hauteur quasiment de 100 % du PIB) bien qu'il constitue une charge potentiellement explosive pour la bourgeoisie. Ce qui fait que l'endettement français bat des records, c'est d'abord l'endettement des entreprises : ce dernier atteint 143 % du PIB, alors qu'il n'est que de 75 % aux USA, sans parler des entreprises allemandes qui sont trois fois moins endettées (57 % du PIB). L'endettement des entreprises françaises est passé de 117,5 % à 143,2 % de 2009 à 2017 alors qu'il a fortement baissé dans le sud de la zone euro. Nettement supérieur à la moyenne européenne qui est de 105 %, il continue à augmenter : les entreprises françaises ont encore emprunté plus de 106 milliards d'euros entre août 2018 et août 2019.

---

### ...et ses solutions

---

*Capital* cite Le Maire :

« "Nous ne travaillons pas assez", a affirmé le ministre de l'Économie, selon lequel "le volume global d'heures travaillées en comparaison de nos voisins du G7 et des

grands pays de l'OCDE est insuffisant". *Un point également souligné par le Medef, tout comme la question des impôts de production, sur laquelle M. Le Maire veut avancer prudemment avec les collectivités locales, dont les*

ressources dépendent en grande partie de cette manne fiscale.

« “Nous avons aujourd’hui des impôts de production, qui pénalisent les entreprises, qui sont sept fois plus élevés qu’en Allemagne et deux fois plus élevés que la moyenne des pays de la zone euro”, a regretté le ministre. Enfin, “nous devons aller plus loin dans la formation des compétences que ce qui a déjà été fait depuis le début du quinquennat pour pourvoir les centaines de milliers d’emplois qui aujourd’hui ne sont pas pourvus.” »

Ces affirmations sont en réalité fausses. Les cadeaux fiscaux faits aux entreprises particulièrement depuis 2007, pour ne citer que les plus récentes : pacte de responsabilité, CICE, CIR, multiples mesures d’exonérations de cotisations sociales, situent au contraire la France parmi les pays où les cadeaux fiscaux aux patrons ont été parmi les plus élevés.

Mais l’important est que Le Maire indique la « solution » au déclassement productif : augmenter l’exploitation de la force de travail. En même temps qu’il indique la méthode : le « pacte productif ».

« Nous avons besoin d’une stratégie collective pour la nation, un pacte productif permettant d’atteindre le plein emploi en 2025... Depuis 6 mois, nous travaillons, avec les membres du Gouvernement, les fédérations professionnelles, les organisations syndicales, les chambres de commerce et les chambres de métiers, pour bâtir ce pacte productif. »

Mais à ce propos, il faut rendre à César ce qui appartient à César : l’idée du « pacte productif » appartient... à l’appareil de la CGT. Le 25 avril 2018, la direction de la CGT annonçait :

« Dans le cadre de la campagne de reconquête industrielle, les Assises nationales de l’industrie se sont tenues le 22 février 2017 et ont réuni plus de mille militant·e·s de la CGT. Les assises ont été un moment fort dans la CGT : un moment de convergence réaffirmant que l’industrie et les services publics sont indispensables au développement économique et satisfont aux besoins sociaux et environnementaux et au progrès social (...) La Confédération ne peut bâtir des projets industriels à la place des structures concernées, mais elle peut être une aide à la coordination entre structures, à la garantie d’une cohérence revendicative et notamment en termes de cohérence du système productif, à la communication interne ou externe à la CGT, à l’intervention confédérale institutionnelle (souligné par nous) ou revendicative à la demande des structures ».

Il s’agit donc bien d’une proposition de service de l’appareil CGT pour la mise en place d’une véritable association capital-travail permettant, par le moyen de l’augmentation de l’exploitation de la force de travail, le « reclassement » industriel du capitalisme français.

---

### Le gouvernement avance à un rythme effréné dans les attaques contre le prolétariat et la jeunesse...

---

L’association constante des dirigeants syndicaux aux plans de la bourgeoisie et du gouvernement – comme celui qui prévaut depuis six mois sur le « pacte productif », c’est là l’explication aux coups redoublés qui, sur tous les plans, s’abattent sur les travailleurs et la jeunesse sans rencontrer d’oppositions déterminantes depuis des années et plus particulièrement ces derniers mois :

- La loi de Finances 2020 a été adoptée sans que les dirigeants syndicaux ne lèvent le petit doigt ;
- la loi de Financement de la Sécurité sociale a été adoptée en première lecture. Le Sénat – dont la majorité LR n’a rien à lui reprocher sur le fond – l’a refusée, ce qui contraint le gouvernement à une seconde lecture (voir plus loin). Sans rentrer dans le détail, deux éléments fondamentaux caractérisent cette loi. L’augmentation de l’ONDAM à 2,1 % conduit, si l’on tient compte des dépenses incompressibles (salaires intégrant la progression de carrière, pensions), à une diminution massive des postes et à des fermetures de lits dans l’Hôpital public. Et surtout, la loi entérine la non compensation par l’État des ponctions qu’il opère sur le budget de la Sécurité sociale, soit en lui faisant financer ses propres mesures, soit en multipliant les mesures d’exonération de cotisations sociales. À cet égard, il est important de signaler ce fait, à l’encontre de tous ceux qui font état, à la gloire des « gilets jaunes », du « succès » que constitueraient les mesures de Macron d’augmentation de la prime d’activité pour quelques milliers de travailleurs pauvres – c’est-à-dire de travailleurs auxquels les patrons ne

donnent pas un salaire suffisant pour permettre simplement la survie. L’augmentation de la prime d’activité sera intégralement financée par le budget de la Sécurité sociale, c’est-à-dire par les travailleurs ! En clair, ce qui caractérise cette loi de financement de la Sécurité sociale, c’est qu’elle officialise le pillage de la Sécurité sociale par l’État.

Sur l’assurance-chômage, les trois décrets entrés en vigueur ce 1<sup>er</sup> novembre entérinent un très profond recul des droits des chômeurs et permettent au gouvernement de se soumettre le système d’indemnisation du chômage. Le montant des économies attendues jusqu’en 2022 est de l’ordre de 6 milliards, d’après la présentation qu’en a fait l’UNEDIC le 24 septembre. Elle indique qu’à hauteur de plus des 9/10<sup>e</sup>, ces économies sont imputables aux nouveaux critères d’éligibilité et au changement de salaire journalier de base, c’est-à-dire aux coupes dans les droits des chômeurs. La nouvelle formule du salaire journalier de référence va toucher 850 000 personnes, le montant moyen de l’indemnisation baissant de 22 % pour passer de 905 à 708 euros. La mise en place des nouveaux critères d’éligibilité va toucher, elle aussi, 850 000 personnes. En tout, d’après l’UNEDIC, c’est 40 à 50 % des chômeurs qui vont être impactés par la diminution de leurs droits, souvent dans de fortes proportions. Les décrets vont jusqu’à faire financer par l’UNEDIC et non plus par l’État via pôle emploi le surcroît de formation qui est sensé être la contrepartie de la remise en cause des droits. Cela revient à faire financer par les chômeurs eux-mêmes leur formation !

---

### Campagne et mesures répugnantes contre la population immigrée

---

Dans cette offensive générale contre les masses laborieuses, l’offensive contre la partie la plus démunie de la population, à savoir les immigrés, occupe une place particulière.

De manière délibérée, cynique, Macron et le gouvernement ont mis la question sur le devant de la scène. Macron entend bien démontrer qu’il peut disputer avec efficacité la palme

des mesures les plus répugnantes à Le Pen contre les immigrés. À cet égard, il faut rappeler que c'est au nom du programme anti-immigrés de Le Pen et pour y faire barrage que dirigeants du PS, du PCF, des organisations syndicales appelaient et continuent à appeler à chaque occasion à voter pour Macron et ses suppôts !

Le discours de Philippe à l'Assemblée et les mesures qu'il y a annoncées constituent au sommet d'ignominie. Il en va ainsi des mesures de remise en cause de l'AME (aide médicale d'État) contre les demandeurs d'asile : remise en cause de certains soins, et... trois mois de carence avant d'y avoir droit - trois mois pour mourir ! - au nom de la lutte contre le « tourisme médical ». L'expression même de « tourisme médical » méritera de figurer dans les annales de la barbarie des défenseurs du mode de production

capitaliste. Le reste est à l'avenant : nouvelles conditions mises au regroupement familial, augmentation des places en foyer de rétention.

C'est dans ce contexte qu'un ancien candidat du FN a tenté de mettre le feu à une mosquée à Bayonne, tirant sur des fidèles. Mais il faut le dire. Ce qui a inspiré ce sinistre personnage, ce n'est personne d'autre que Macron lui-même. Macron doit être considéré comme responsable. Remarquons-le : les bonnes âmes qui s'étaient indignés de l'expulsion du provocateur Finkielkraut d'une manifestation au nom de la lutte « contre l'antisémitisme » et avaient appelé à l'initiative de Faure, secrétaire du PS, à une manifestation d'« union nationale », ont eu cette fois une indignation... beaucoup plus mesurée.

---

### Et pourtant le gouvernement est inquiet...

---

Le représentant du courant Front unique (courant dans lequel interviennent les militants révolutionnaires dans l'enseignement) au Bureau national de la FSU nous a fait parvenir son intervention au cours du Bureau du 19 novembre. Citons en un extrait. Après avoir brossé le tableau des attaques récentes du gouvernement, il déclare :

*« Et pourtant, on sent aujourd'hui une certaine fièvre du côté du pouvoir.*

*Plusieurs suicides ont mis en accusation le gouvernement et sa politique.*

*Le 13 septembre, par leur grève massive, les agents de la RATP ont témoigné de leur disponibilité pour engager le combat contre le gouvernement, contre sa contre-réforme des retraites.*

*À la SNCF, coup sur coup, 2 grèves (qualifiées de « sauvages » par le gouvernement) ont déferlé hors du cadre de la concertation et du dialogue social.*

*Et une mobilisation de tout le secteur hospitalier s'est dressé de fait contre le budget de la Sécurité sociale adopté en 1<sup>ère</sup> lecture.*

*Le gouvernement craint que la concertation généralisée qui lui a permis de préparer et d'appliquer ses attaques ne puisse plus être assumée par les dirigeants syndicaux.*

*Il craint que ceux-ci soient amenés à rompre avec lui et à exiger le retrait de sa contre-réforme des retraites.*

*Il craint que les dirigeants des syndicats de la FSU ne puissent plus justifier de poursuivre la concertation sur la pseudo-revalorisation des enseignants qui d'une part entérine la contre-réforme des retraites et d'autre part vise à les faire travailler davantage et à renoncer à une partie de leurs vacances.*

*Le gouvernement craint que l'exigence du retrait pur et simple du projet de contre-réforme des retraites qui gagne du terrain dans les réunions de personnels et dans les instances syndicales, finisse par devenir l'objectif fixé à la mobilisation programmée pour le 5 décembre.*

*Il sait qu'au sein même des organisations syndicales, ce mot d'ordre gagne du terrain et que son adoption risquerait d'entraîner le refus de concertation. En effet, comment les dirigeants syndicaux pourraient-ils encore justifier de discuter d'une contre-réforme dont ils exigeraient le retrait ?*

*Toutes ces craintes hantent le pouvoir qui sait qu'un front uni dressé contre lui sur cet objectif clair le placerait dans une situation incertaine. »*

C'est là un tableau parfaitement exact du moment présent de la lutte des classes. Nous allons développer le propos de notre camarade.

---

### Des manifestations claires des capacités du prolétariat à affronter et vaincre le gouvernement Macron-Philippe

---

Nous avons insisté sur la signification de la grève du 13 septembre à la RATP. C'est évidemment en défense de leur régime spécial que les agents de la RATP se sont mis en grève en masse (à la quasi-unanimité s'agissant des conducteurs). S'il faut constater que cette grève a été parfaitement encadrée par les dirigeants syndicaux, réussissant même à permettre au représentant du gouvernement de se pavaner lors d'une assemblée de travailleurs, sans être menacé, il faut pourtant noter que la défense des régimes spéciaux par elle-même est en contradiction patente avec la politique de Martinez et de la direction de la CGT qui ne cessent de se prononcer – à l'instar de Delevoye et du gouvernement pour un « régime universel » effaçant les régimes spéciaux.

Le 14 novembre, les agents hospitaliers étaient appelés à une manifestation à Paris et à des rassemblements en province. Il faut le dire : cette manifestation avait été

soigneusement placée par leurs organisateurs (dirigeants syndicaux et « comité inter-urgences »)... pour laisser le champ libre au gouvernement, en faire un simple baroud d'honneur. La loi de financement de la Sécurité sociale avait déjà été votée par l'Assemblée nationale, le 29 octobre, 15 jours plus tôt. Pourtant, les agents hospitaliers y ont été largement présents. De manière inédite, ils ont entraîné dans leur sillage les médecins des hôpitaux. Au point que le gouvernement se soit senti obligé d'annoncer des mesures nouvelles, excluant toutefois toute mesure réelle de réouverture de lits, de création significative de postes et d'augmentation générale de salaires, ce qui explique le rejet massif des travailleurs hospitaliers. À l'évidence, la volonté de combattre est intacte et se traduit, par exemple dans cette motion adoptée par plusieurs centaines de travailleurs hospitaliers réunis au CHU Gabriel Montpied à Clermont-Ferrand demandant aux organisations

syndicales et au comité inter-urgences d'organiser la montée massive sur Paris, à l'Assemblée, lors du vote en seconde lecture de la LFSS.

Mais il y a eu surtout le surgissement de la spontanéité ouvrière chez les cheminots. D'abord à la suite d'un accident ferroviaire où le conducteur, seul à bord, a dû se porter, blessé au secours des voyageurs. C'est le résultat direct de la conduite à agent seul, qui est une des formes de la polyvalence que la direction de la SNCF veut généraliser avec la fin du recrutement au statut.. Immédiatement les

conducteurs ont « posé le sac ». Cette réaction spontanée a certes immédiatement été enserrée dans le cadre (réactionnaire) du « droit de retrait », puisque « le droit de retrait » soumet la réaction des travailleurs à une décision de la justice bourgeoise. C'est ce à quoi ont activement œuvré les appareils syndicaux. Martinez n'a cessé de répéter : « *ce n'est pas une grève* ». Mais cela n'annule pas le fait que c'est immédiatement, spontanément qu'ont réagi les conducteurs sans attendre les consignes des sommets.

---

### La signification politique de la grève du centre de maintenance de Châtillon

---

C'est cette même spontanéité qui s'est exprimée chez les cheminots du centre de maintenance de Châtillon. Citons quelques passages de leur communiqué :

*« Nous, agents du matériel au Technicentre de Chatillon sur le réseau TVG Atlantique, avons cessé le travail massivement depuis lundi 21 octobre au soir, sans se concerter ou être encadrés par les syndicats <sup>(1)</sup>. La direction considère notre grève illégitime, car nous ne serions pas dans le cadre du délai de quarante-huit heures pour le service minimum, mais c'est le seul moyen de se faire entendre (... ) Nous ne pouvons plus accepter de travailler avec des salaires proches du SMIC et gelés depuis cinq ans, en sous effectif... Nous respecterons les délais de prévenance le jour où la direction elle-même respectera déjà les salariés... Nous appelons l'ensemble des cheminots à relever la tête avec nous, car la situation aujourd'hui à Châtillon est en réalité le reflet d'une politique nationale. La direction n'a pas de scrupule à nous faire porter le chapeau de sa politique, à l'image du droit de retrait contre l'EAS [Équipement à agent seul, ndlr] et pour la sécurité des usagers. »*

Donc la grève éclate spontanément, massivement, passant par-dessus les interdictions légales limitant le droit de grève incluses dans le dispositif d'« alerte sociale » qui avaient été mises en place conjointement par la direction et les bureaucrates syndicaux. La grève éclate sans consigne syndicale, ce qui signifie que, pratiquement, les cheminots font sauter le dispositif des appareils des journées d'action à la grève hachée qui, il y a 18 mois, avait conduit les cheminots à la terrible défaite aboutissant à la liquidation de leur statut. En réalité, cette grève manifeste qu'une avant-garde commence à tirer les leçons des raisons de la défaite

de 2018, même si, à ce stade, cette leçon n'est tirée que partiellement. Les cheminots concluent qu'il ne faut surtout pas faire comme on leur a fait faire il y a 18 mois. Tirer totalement les leçons, ce serait conclure à la nécessité de constituer le comité de grève intégrant les syndicats et imposant la discipline des grévistes aux appareils syndicaux, et à la nécessité d'imposer jusqu'au sommet, aux dirigeants, la rupture avec le gouvernement et la reprise de leurs revendications. Mais la grève de Châtillon, à cet égard, n'est qu'un moment dans le processus de prise de conscience des conditions du combat pour défaire le gouvernement, incluant la conscience du rôle joué par les appareils syndicaux.

Il faut remarquer ce fait important. La direction retire immédiatement la mesure qui avait provoqué la grève (la dénonciation d'un accord qui aboutissait à la suppression de 12 jours de congés annuels notamment). Mais malgré le retrait, la grève continue. L'explication est dans leur communiqué : « *Nous appelons l'ensemble des cheminots à relever la tête avec nous, car la situation aujourd'hui à Châtillon est en réalité le reflet d'une politique nationale* ». Les grévistes de Châtillon considèrent leur grève comme le maillon d'une chaîne à constituer rassemblant tous les travailleurs – et d'abord les cheminots – pour affronter et vaincre le gouvernement. Et c'est ce qui donne toute son importance à cette grève.

-----  
<sup>(1)</sup> Ce communiqué a été publié en tout ou en partie par des journaux de la dite « extrême gauche ». Mais cette première phrase a été parfois censurée. C'est le cas, par exemple, de la *Tribune des Travailleurs*, de Gluckstein, qui fait commencer le communiqué après cette phrase.

---

### Le dispositif du dialogue social a commencé à être remis en cause...

---

Le 20 novembre, la concertation entre le gouvernement et les directions syndicales était programmée à la SNCF et à la RATP. À la SNCF, elle a eu lieu avec les seuls UNSA et CFDT, la CGT et SUD Rail ayant refusé de s'y rendre. À la RATP elle a été purement et simplement annulée.

Le rapport de ces décisions avec la grève de Châtillon doit être clairement affirmé. Comment expliquer que Lebrun, dirigeant CGT, qui l'an dernier avait invariablement écarté le mot d'ordre de défense du statut, qui non seulement avait participé à toutes les concertations mais avait même demandé à être reçu par Philippe, présentant alors cette concertation comme une « victoire », comment expliquer qu'il ait été amené, le 20 novembre, à boycotter l'invitation du gouvernement et de la direction ? Comment l'expliquer, sinon par la pression considérable qu'exerce sur lui l'aspiration puissante des cheminots à défendre leur régime

de retraite, à combattre les conséquences de la fin du recrutement au statut, et leur disponibilité à en découdre qui a trouvé la plus claire expression à Châtillon ? Et la même explication prévaut à la RATP, malgré les tentatives des dirigeants syndicaux de faire diversion.

Cette pression trouve son prolongement au sein des organisations syndicales, en particulier dans la CGT. L'appareil central autour de Martinez a toutes les difficultés à empêcher que surgisse le mot d'ordre de « retrait du projet Macron », et même plusieurs instances de la CGT (UD, fédérations) prennent position pour que la direction de la confédération cesse de participer à la concertation. On lira dans ce bulletin le compte-rendu d'intervention de militants dans des congrès ou des réunions d'UD (Puy-de-Dôme, Charente) où l'exigence de la rupture de la concertation a été chaleureusement applaudie par les participants.

Une leçon doit être tirée : c'est la classe ouvrière qui imposera la rupture des directions syndicales (en sachant qu'à chaque instant l'appareil syndical tentera de renouer le fil de sa collaboration avec le gouvernement dès que la pression d'en bas se relâchera). Les militants

révolutionnaires – et les initiatives qu'ils ont prises à la RATP par exemple l'illustrent – ont eux pour tâche de tracer cette voie, d'exprimer consciemment cette aspiration et de contribuer, par là, à ce qu'elle s'impose.

---

### ... mais il n'est pas brisé...

---

Cela étant dit, aucune illusion ne doit être entretenue. Même lorsque les dirigeants syndicaux sont amenés à un moment donné à renoncer à participer à la concertation, comme à la SNCF ou à la RATP, ils ne renoncent pas pour autant à renouer dès qu'ils le pourront, avec le gouvernement et la direction. D'ailleurs les considérants qu'ils donnent à leur refus de participer ne sont jamais conformes aux véritables exigences des travailleurs : le retrait pur et simple du projet Macron. Par exemple, c'est parce que le gouvernement refuse de discuter d'un « projet alternatif et finançable » que la CGT RATP a annoncé son refus de participer.

Il n'empêche que pour le gouvernement Macron-Philippe, ce qui se passe à la SNCF et à la RATP est source d'une inquiétude grandissante. Disons-le franchement : la même inquiétude est partagée par Martinez, Veyrier (FO), Groison (FSU), ainsi que par les dirigeants de l'UNEF.

Le gouvernement sait parfaitement – il ne cesse d'ailleurs de l'affirmer – que seule la concertation peut sauver son projet de destruction des retraites. Philippe a clairement donné le cadre. Ce qui est intangible, dit-il, c'est le système de « retraite par points » et l'« équilibre du système en 2025 » (autrement dit, le maintien à 14 % du PIB du montant global des retraites, sachant que le nombre de retraités va augmenter considérablement). Tout le reste est « sur la table ». Autrement dit, la destruction de toutes les garanties existantes est intangible. Pour le reste, place à la « concertation ».

Or jamais la concertation n'est apparue aussi clairement pour ce qu'elle est : le seul barrage possiblement efficace au surissement du prolétariat et de la jeunesse.

Ce qui vient de se passer dans la jeunesse illustre à la fois l'angoisse du gouvernement et le dispositif immédiatement adopté pour conjurer la mobilisation de la jeunesse (voir le supplément *CPS Jeunes* repris dans ce bulletin). Il faut préciser que la concertation mise en place précipitamment par le gouvernement (les dirigeants syndicaux ont été successivement reçus par Attal et par la ministre Vidal) vise à une chose : installer le « revenu universel d'activité », dont l'organisme gouvernemental France Stratégie lui-

même dit qu'il aboutira à la diminution de ressources pour 3,5 millions de pauvres, ce qu'il faut mettre en relation avec la fameuse formule de Macron s'agissant des « aides sociales » : « Ça coûte un pognon de dingue ! ».

Du reste, à peine les étudiants sortis du bureau du ministre, on apprenait par Publics Sénat : « Voici une décision qui ne devrait pas réjouir les étudiants. Pour boucler le budget 2019, le gouvernement a décidé de supprimer 35 millions d'euros de crédits réservés au financement de la vie étudiante. Cet argent est versé notamment aux CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), et finance les bourses aux étudiants. Ce coup de rabot s'inscrit dans une annulation globale de 322 millions d'euros réservés au budget de l'enseignement supérieur. »

Même méthode sur les retraites. Le gouvernement annonce précipitamment une nouvelle tournée de concertation et de réception des « partenaires sociaux » à partir du 25 octobre. L'objectif est limpide : éviter le risque d'incendie, mettre en place les pare-feux nécessaires.

Or il est remarquable que les dirigeants syndicaux, Martinez en tête, s'apprentent à coopérer totalement à cette tentative. La direction de la CGT a organisé, par deux fois, une « consultation » des instances syndicales – évidemment réduite à l'appareil dirigeant – pour obtenir un blanc seing pour continuer la concertation. Même dans ce cadre confiné, une opposition significative s'est manifestée. Remarquons néanmoins que l'opposition à la participation a été plus faible lors de la seconde consultation que lors de la première, ce qui ne signifie rien de plus que ceci : l'appareil central bande toutes ses forces au sein même de la centrale pour que soit maintenu le cap de la collaboration avec le gouvernement. Quant à l'appareil Force Ouvrière, il n'a pu cacher plus longtemps qu'il participait lui aussi aux consultations du 26 novembre.

Il faut le dire : si l'appareil syndical s'arc-boute sur la ligne de la participation à la concertation, il a pour cela ses raisons tout entières liées à la défense du gouvernement Macron-Philippe, dont l'existence, pour les dirigeants syndicaux, ne doit pas être menacée.

---

### Le 5 décembre peut-il se retourner contre ses initiateurs ?

---

Évidemment, l'initiative de Philippe relançant la concertation doit être mise en relation avec la crainte du gouvernement que le 5 décembre se charge d'un contenu que ses initiateurs (les dirigeants syndicaux) n'avaient pas prévu.

À cet égard, il faut rappeler comment cet appel à la grève a surgi. Après la grève du 13 septembre, à la RATP, trois syndicats principalement (UNSA, FO, Solidaires) appellent à la « grève illimitée » à partir du 5 décembre. Notons que dans un premier temps, la CGT ne s'y associe pas, se ralliant ensuite. Les dirigeants de l'UNSA explique cette étonnante innovation (annoncer une grève illimitée... presque trois mois à l'avance) : donner le temps à la négociation avec la direction pour que celle-ci concède

quelques concessions aux agents de la RATP. En clair, l'appel se situe au départ entièrement... dans le cadre d'une mise en œuvre « aménagée » de la réforme gouvernementale.

Les dirigeants confédéraux CGT, FO, flanqués de la FSU et de l'UNEF, annoncent ensuite un appel à une journée d'action le 5 décembre. L'appel est parfaitement « cadré » : limité à une journée et faisant état d'une « opposition » à la réforme, sans évoquer le moins du monde l'exigence de retrait. Rien qui ne distingue cet appel des innombrables précédents, où la journée d'action venait ponctuer la concertation avec le gouvernement.

Mais depuis cet appel initial, une modification est intervenue dans le rapport entre les classes (voir plus haut).

De sorte qu'il n'est pas exclu et qu'il est même probable que le 5 décembre soit saisi par une partie significative du prolétariat et de la jeunesse pour indiquer sa volonté d'affronter le gouvernement et de le défaire. Que la grève et les manifestations soient massives le 5 décembre, et se

trouvera alors posée de manière brûlante la question : par quels moyens le gouvernement Macron-Philippe peut-il être vaincu ? Et il n'y a qu'une réponse sérieuse à cette question : l'appel des dirigeants syndicaux à la grève jusqu'à satisfaction, c'est-à-dire jusqu'au retrait.

---

### Tentatives de dislocation de la volonté des travailleurs avant et après le 5 décembre

---

Voilà pourquoi d'une certaine manière, les dirigeants syndicaux doivent autant que faire se peut limiter la portée de l'appel au 5 pour éviter le déferlement. Voilà pourquoi les concertations de la semaine du 25 novembre sont en réalité directement tournées contre le 5 décembre.

Mais d'ores et déjà les appareils syndicaux ont prévu un dispositif de dislocation pour après le 5 décembre. Une kyrielle de journées d'actions, actions décentralisées, actions originales, les mêmes recettes qui ont servi à dilapider les tentatives de mobilisation ouvrière depuis des décennies sont dans les tuyaux. Il n'est qu'à voir le contenu de la déclaration du Conseil national de la CGT-SNCF qui « appelle les cheminots à s'inscrire massivement dans la

grève le 5 décembre et à participer aux assemblées générales pour décider des suites » pour comprendre qu'une fois de plus les travailleurs sont invités à se déterminer à la base, AG par AG, dans le brouillard le plus complet.

Autre méthode de « dislocation » : l'appel à la « grève reconductible », entreprise par entreprise, site par site, pulvérisant la grève en une myriade de grèves locales, ici la grève étant reconduite, ailleurs ne l'étant pas, ici de manière continue, là de manière intermittente, etc. C'est sur ce terrain que se situe l'ensemble de la dite « extrême gauche », rejointe en cela par une partie de l'appareil syndical.

---

### Faire fond sur la spontanéité ouvrière

---

Tout dépendra donc de la capacité des travailleurs de faire sauter le dispositif de la dislocation, autrement dit réaliser à l'échelle de toute la classe ouvrière, ce que, de manière locale, ont fait les cheminots de Châtillon.

C'est sur cette possibilité que surgisse ainsi la spontanéité ouvrière que les militants révolutionnaires doivent fonder leur action. Sans qu'il soit possible avant le 5 décembre de formuler précisément les mots d'ordre, ils doivent s'inscrire dans la perspective suivante :

- Front Unique des organisations ouvrières pour le retrait de la réforme Macron de destruction des retraites !

- Rupture totale, définitive, de toute concertation avec le gouvernement !

- Pour l'action efficace en vue de l'affronter et le vaincre !

Si une telle action devait aboutir, il va de soi qu'elle constituerait une modification radicale de la situation politique, posant immédiatement la question d'en finir avec le gouvernement lui-même.

Le 22 novembre 2019

---

### Dernière minute

---

Les dirigeants syndicaux se sont rendus à la convocation de dernière minute de Philippe. Le but de cette consultation du point de vue du gouvernement était limpide : éviter que le 5 décembre puisse devenir (à l'encontre d'ailleurs de ses initiateurs) le point de départ d'un déferlement du prolétariat et de la jeunesse. Martinez et Veyrier ont donc en toute conscience collaboré à cette entreprise.

Le « compte-rendu » de Martinez, les interviews de Veyrier sont éclairants. Veyrier prend garde de ne pas prononcer une seule fois le mot retrait. Il en appelle à une reprise des « négociations ». Sur RFI, il avait d'ailleurs précisé le 25 novembre :

RFI : « Est ce que votre position, c'est le rejet pur et simple ou y a t-il place pour une négociation ? »

Réponse : « Effectivement, nous avons des revendications.... » et d'énumérer les « propositions » de FO qui justifient la participation de l'appareil FO aux « négociations ».

Sur SUD Radio, il est encore plus précis : « J'appelle à la sagesse : revenons autour de la table de négociations sans préalable, sans imposer un système ». « Sans préalable » ne peut rien signifier d'autre que : sans faire du retrait du projet Macron un préalable !

Martinez dit la même chose. Remarquons-le, il insiste lourdement sur la disponibilité de l'appareil CGT pour le

« dialogue social » : « J'ai demandé aux représentants du gouvernement de prendre des clichés de la rencontre pour montrer notre disponibilité au dialogue ». « C'est la vingt-deuxième fois... [que nous rencontrons le gouvernement nldr]. Et de présenter avec un absolu cynisme la reprise de la concertation de la direction de la CGT avec Djebari, le secrétaire d'État aux transports, à la SNCF... comme une victoire de la CGT. Interrogé par le journaliste : « Pour vous la seule sortie de crise possible, c'est l'abandon de la réforme ? », Martinez se garde bien de confirmer : « C'est de remettre les compteurs à zéro ». Question : « Il ya une porte de sortie avant le 5 décembre ? » Réponse : « S'ils y mettent de la bonne volonté, oui ! »

Tout le monde peut s'en rendre compte. Les dirigeants syndicaux bandent toutes leurs forces pour éviter autant que faire se peut un affrontement de classe à travers lequel le gouvernement serait défait. Telle est la fonction de la concertation. Tout dépendra donc de la capacité du prolétariat, surgissant sur son propre terrain de classe, de briser le carcan des appareils syndicaux associant concertation et bousille des possibilités de mobilisation. C'est à cet objectif que les militants regroupés autour du bulletin *Combattre pour le Socialisme* entendent œuvrer. Nous invitons nos lecteurs à s'y associer.

Le 27 novembre 2019

## **Sur fond d'endettement mondial record, un ralentissement économique généralisé lourd de menaces et de tensions**

Depuis plusieurs mois, on assiste dans de nombreux pays à une irruption des masses, aussi violente que soudaine, sur le terrain de la lutte des classes. Ces mouvements, largement spontanés, dans lesquels la jeunesse occupe une place de choix, sont inégaux dans leur contenu politique et opèrent sous des formes très diverses. Ici ou là, les raisons de l'embrasement sont parfois très différentes. Mais ce surgissement concomitant de la jeunesse et des travailleurs dans de multiples régions du monde procède fondamentalement d'une même cause : la dégradation profonde et continue des conditions d'existence des masses depuis 2008 sous le coup des développements de la crise elle-même et de la répétition des attaques engagées par les états bourgeois contre les acquis ouvriers pour y faire face.

Ce n'est sans doute pas un hasard si cette poussée dans la lutte des classes intervient précisément au moment où l'on assiste à un approfondissement brutal de la crise du capitalisme, telle qu'elle se manifeste depuis 2008. Dans les trois principales locomotives de l'économie mondiale que sont les États-Unis, la Chine et l'UE, tous les indicateurs témoignent d'une dégradation rapide de l'activité économique. Dans ces trois régions, l'activité manufacturière, le cœur de la production de plus-value, se contracte depuis plusieurs mois. S'il ne fallait retenir qu'un élément pour illustrer ce qui s'apparente de plus en plus à un tournant, c'est le marasme dans lequel se trouve le marché automobile chinois, le premier au monde, qui s'est contracté pour la 16<sup>e</sup> fois au cours des 17 derniers mois.

Dans le même temps, de nombreux pays « émergents » sont soumis au ralentissement des importations chinoises, parfois combiné à une forte instabilité monétaire et financière (Turquie, Argentine) et une inflation rampante qui plongent des millions d'individus dans une situation toujours plus précaire et misérable. À n'en pas douter, la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis a participé à cette inflexion dans la situation économique mondiale. Il faut cependant immédiatement ajouter qu'elle en procède tout autant. Les racines du ralentissement de l'économie mondiale actuellement à l'œuvre sont plus profondes et plus complexes.

Fondamentalement, le tournant actuel dans la situation économique doit être conçu comme la réaffirmation des contradictions profondes du mode de production qui se manifestèrent violemment en 2008. À l'époque, malgré le caractère historique des événements d'alors, la purge de l'appareil productif du capital excédentaire et la dévalorisation brutale d'une masse de capital financier superflu (et très largement fictif) n'avaient pu donner leur pleine mesure. Face aux risques d'effondrement, les différents états bourgeois d'un côté, et la bureaucratie chinoise de l'autre mirent tout en œuvre pour enrayer et

contenir ce processus avant qu'il ne parvienne à son terme, en débridant totalement la croissance du crédit et donc celle de l'endettement. Passée une période de correction indispensable, les niveaux absolus et relatifs d'endettement privé n'ont cessé de croître à nouveau depuis 2008 dans la plupart des pays dominants, mais également dans de nombreux pays « émergents », notamment en Chine. Dans le même temps, la plupart de ces états ne sont jamais parvenus à maîtriser la croissance de leur niveau d'endettement public, bien au contraire.

Aujourd'hui, les économies américaine, européennes et chinoise croulent sous une montagne de dettes qu'elles supportent sur des épaules de plus en plus chancelantes. Comme l'indique le rapport sur la stabilité financière du FMI d'octobre, « *en cas de ralentissement marqué de l'activité, dans le plus sombre des scénarios, 40 % de la dette des entreprises dans les huit plus grandes économies, soit 19 000 milliards de dollars [17 000 milliards d'euros], seraient exposés à un risque de défaut, soit plus que le niveau observé durant la dernière crise financière* ».

Il est ainsi essentiel de comprendre que les moyens colossaux déployés par les états pour contenir les effets de la crise de 2008-2009 et tenter de soutenir artificiellement l'activité économique depuis (avec des résultats ridiculement faibles) n'ont fait que repousser temporairement, et en réalité reproduire et amplifier, les contradictions du mode de production capitaliste qui se manifestent en premier lieu sous la forme d'un endettement généralisé, et bien évidemment insoutenable. Ce qu'indique la récession mondiale qui s'amorce, c'est qu'un plafond a été atteint dans l'usage et les effets de ces expédients. Les contradictions mises en sourdine sont de nouveau en passe de donner leur pleine mesure dans un contexte où les états bourgeois et la bureaucratie chinoise disposent de moyens considérablement moindres de contenir les manifestations les plus violentes de la récession à venir.

Dans ce cadre, l'affaissement de ces possibilités de surseoir à la purge en accroissant encore le degré de parasitisme de ce système à bout de souffle ne peut que renforcer la nécessité de s'en prendre violemment à la force de travail (en réduisant son coût et en augmentant son degré d'exploitation) et aux conquêtes ouvrières (droits aux études, droits à la santé, droits au logement). Face à cela, seul le cours de la lutte des classes déterminera jusqu'où peut aller cette offensive et cette furie destructrice. Dans cette entreprise, il ne faut cependant pas douter de la férocité de la bourgeoisie : partout se réaffirme la nécessité d'approfondir la marche à l'état policier ou l'état policier lui-même pour réprimer toutes les tentatives de résister et de combattre des masses face au sort que leur réserve un système en faillite.

### **Une dégradation brutale de la situation économique sur fond de guerre commerciale**

L'OCDE a publié son diagnostic d'ensemble sur l'économie mondiale mi-novembre. Ce rapport est conforme au diagnostic établi auparavant par l'intégralité

des institutions économiques : l'économie mondiale s'apprête à subir un ralentissement brutal et généralisé, le plus important depuis 2008. On lit ainsi dans ce rapport de

l'OCDE : « au total, la croissance du PIB mondial devrait se maintenir à environ 3 % en 2020 et 2021 après être descendu à 2.9 % cette année, soit le niveau le plus faible observé depuis la crise financière ». Mais ce sont les compléments apportés à ce diagnostic un peu tiède qui donnent une vision claire de ce qui se prépare : « La croissance pourrait être encore plus médiocre en cas de concrétisation des risques de révision à la baisse des prévisions ou d'interactions entre ces différents risques, qui incluent l'aggravation des mesures de restriction des échanges et de l'investissement transnational, la poursuite des incertitudes liées au Brexit, un échec des mesures de relance en Chine à prévenir un ralentissement plus marqué de l'activité, et des vulnérabilités financières découlant des tensions provoquées par le ralentissement de la croissance, concomitant à un niveau élevé de la dette des entreprises et à la détérioration de la qualité du crédit. ». Tous ces éléments invoqués constituent aujourd'hui des facteurs d'aggravation potentiels de la crise qui arrive. Et tous ne peuvent que s'accroître à mesure que cette crise va se matérialiser.

Actuellement, l'économie mondiale est caractérisée par un ralentissement marqué des échanges internationaux des marchandises sous l'effet de la guerre commerciale Chine-États-Unis, du Brexit ainsi que du ralentissement en Chine qui se matérialise par une réduction de ses importations. Toutes les estimations du ralentissement du commerce mondial actuel sont précaires mais, comme l'indique les Échos du 01.10.19, « la croissance du commerce mondial [est] au plus bas depuis dix ans ». Le plus saisissant est la tendance qui s'affirme ces derniers temps, avec des prévisions de l'OMC divisées par 2 en 6 mois.

Dernièrement, les États-Unis et la Chine ont engagé une pause dans l'escalade des sanctions qui s'est déroulée tout le long de l'année. Dans les faits, les mesures prises depuis des mois sont très conséquentes et les chiffres du commerce bilatéral attestent de leur impact réel. Il faut ajouter à cela, les mesures coercitives non-tarifaires, notamment les interdictions et exclusions économiques sous prétexte de sécurité nationale côté US et les injonctions directes aux grandes entreprises d'état ou la fixation du yuan côté chinois (la Chine a adressé un signal en laissant le yuan passer au-dessus de 7 dollars en août, ce qui constitue une baisse du cours du yuan, signifiant ainsi qu'elle pouvait toujours laisser le yuan s'ajuster afin de neutraliser partiellement les effets des tarifs douaniers US). Mais dans le même temps, les grandes entreprises chinoises et américaines sont des partenaires incontournables dans l'enchevêtrement des chaînes de valeurs mondiales et il y a des limites que ne peuvent franchir ni Trump ni la bureaucratie chinoise pour le moment dans l'escalade tarifaire. Cependant, il ne faut nourrir aucune illusion sur la possibilité de règlement « à l'amiable » et de retour à la situation antérieure. Au contraire, comme l'indiquait *Le Monde* du 12.10.19, la reprise des discussions et l'ajournement des nouvelles taxes annoncées courant octobre « ne marque donc pas la fin de la guerre commerciale, ni un armistice. Tout juste une trêve et l'interruption provisoire des surenchères de l'été. »

Pour mesurer combien les risques de pourrissement demeurent intacts, il faut noter que Trump vient de frapper l'UE et notamment la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne, de nouveaux tarifs douaniers, utilisant pour cela, une fois n'est pas coutume, le cadre de l'OMC : « l'administration Trump compte pour l'instant taxer à hauteur de 10 % les avions civils et pénaliser à hauteur de 25 % de nombreuses importations agricoles et industrielles européennes » selon *Le Monde* du 4.10.19. L'Europe envisage de riposter en attaquant les subventions dont bénéficie Boeing aux USA mais ce n'est pas simple : une grande partie des moteurs d'avion des Airbus est fabriquée aux USA. De plus, Trump n'a toujours pas levé sa menace de taxer de 25 % les automobiles importées d'Allemagne.

Un autre signe particulièrement inquiétant du tournant qui s'opère est le ralentissement général de la croissance agrégée de l'investissement « passant de 5 % au début de 2018 à seulement 1 % au premier semestre de 2019 » (OCDE). Plus généralement, « dans l'économie de l'OCDE médiane, l'investissement net (entreprises plus administrations publiques) devrait ressortir à 4¼ pour cent du PIB en 2020-21, contre 4½ pour cent du PIB sur la période 2015-19 et à un niveau inférieur de 2½ points de pourcentage au taux d'investissement net relevé pendant la décennie qui a précédé la crise financière mondiale. » Autrement dit, la faiblesse de l'investissement n'est pas une nouveauté, elle est bien au contraire une caractéristique du tournant de 2008.

Mais la faiblesse de l'investissement est d'autant plus alarmante aujourd'hui qu'elle doit être mise en relation avec la faiblesse historique des taux d'intérêt depuis des années qui, en toute logique, aurait dû faciliter une reprise significative de l'investissement. Or, faute d'investissements suffisamment rentables dans la production, une grande partie des liquidités injectées par les banques centrales dans le système financier ont en réalité été utilisées par les entreprises pour financer des opérations de fusions et acquisitions, mais surtout afin d'augmenter les dividendes et racheter leurs propres actions, de manière à en augmenter artificiellement le cours. *Les Échos* du 13.09.2019 signalent l'ampleur de ce phénomène en constante augmentation : « En 2018, les entreprises du S&P 500 ont racheté pour plus de 1.000 milliards de dollars de leurs propres actions. Cette année, en dix mois, Apple a déjà racheté 75 milliards de dollars de ses propres actions, Microsoft, 40 milliards, Bank of America 30,9 milliards et JP Morgan Chase 29,4 milliards, selon TrimTabs. La fièvre des rachats d'actions est désormais planétaire. Dernier exemple en date, l'annonce par Iliad d'un projet d'offre publique de rachat d'actions représentant près de 20 % du capital de la société. Une proportion inhabituellement élevée pour une société européenne. »

Pour comprendre pourquoi l'investissement ralentit dans ces circonstances, et plus généralement de quoi procède la dégradation brutale de la situation économique, il faut revenir sur les conditions dans lesquelles la crise de 2008 a été en partie contenue mais à aucun moment surmontée.

## **L'approfondissement de la crise prend racine dans les conditions dans lesquelles les états bourgeois et la bureaucratie chinoise ont tenté de surmonter 2008**

Les maux qui frappent aujourd'hui le capitalisme ne sont pas nouveaux. Ils sont l'expression d'un système en faillite comme l'a longuement analysé le numéro 64 de CPS L'un de ces maux semble cependant atteindre un point de non-retour et cristallise les contradictions du capitalisme. Depuis l'éclatement de la crise en 2008, dont le catalyseur avait été la spéculation immobilière aux États-Unis associée à une surproduction de capital fictif, l'endettement privé comme public n'a cessé de croître à nouveau. « *Les chiffres donnent le vertige. Le montant total de dette dans le monde a atteint un nouveau record, à 250.000 milliards de dollars, selon les données préliminaires de l'Institute of International Finance (IIF) pour 2019. Cette montagne de dette, qui comprend celle des ménages, celle des entreprises et celle des États, représente pas moins de 320 % du PIB mondial. Le phénomène est essentiellement entretenu par les conditions de crédit très favorables, selon l'IIF. (...) L'augmentation globale du premier semestre s'explique à plus de 60 % par la progression de la dette aux États-Unis et en Chine. Le passif du géant d'Asie représente 306 % du PIB. Il y a dix ans, il s'élevait à environ 200 %. Sur la décennie, la part de la dette des entreprises non-financières chinoises a un peu baissé mais reste largement prépondérante.* » (Les Échos, 17.11.19). Circonstance aggravante, à l'augmentation du poids de la dette il faut ajouter le fait que la qualité de la dette s'est nettement dégradée ces dernières années : « *selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la part des emprunts obligataires notés BBB est passé de 30 % en 2008 à plus de 54 % aujourd'hui. Or en dessous de ce niveau, la probabilité de faillite est jugée élevée.* » (Le Monde, 18.10.2019)

Cet endettement a été favorisé par la mise en place des politiques monétaires ultra accommodantes visant à faire baisser durablement les taux d'intérêt, dans l'espoir de doper l'investissement. Dans le même temps, les états ont propulsé leur endettement à des niveaux historiques afin de donner une impulsion à l'économie sous la forme d'aides, de subventions ou de prêts massifs au secteur privé. Enfin, la Chine a mis en place une gigantesque relance par l'investissement depuis 2008 pour amortir le ralentissement de ses exportations, ce qui a conduit à une explosion de l'endettement des entreprises, et à présent des ménages.

L'élastique du crédit semble avoir atteint une limite ces derniers mois. D'abord, il faut noter que cette explosion de l'endettement n'a jamais permis d'engager une véritable reprise à l'échelle internationale, et notamment en Chine. Tout au plus, cet endettement a-t-il conduit à limiter l'ampleur du ralentissement. Ensuite, il faut mesurer combien cette ouverture des vannes du crédit des années durant a conduit à financer des projets particulièrement improductifs. À l'extrême limite, on tombe sur les cas des entreprises « zombies », problème particulièrement aigu en Chine mais qui frappe également les États-Unis et l'Europe. Ce terme désigne des entreprises en difficulté qui s'endettent afin de se maintenir artificiellement en vie, avec souvent la bienveillance de leurs banquiers qui retardent ainsi la constatation d'un défaut. Cette disponibilité presque

sans borne du crédit est venue nourrir des bulles financières qui peuvent éclater à tout instant (immobilier dans de nombreux pays, prêts étudiants aux USA, actions...).

L'extrême disproportion entre la gigantesque accumulation de dettes et la faible accumulation du capital dans le processus de production indique qu'un plafond a été atteint dans les possibilités offertes de repousser artificiellement les échéances à coup de crédit et d'endettement. Cette disproportion est la marque caractéristique de la situation actuelle de l'économie mondiale. En effet, malgré son caractère extrêmement élevé, le poids relatif de la dette mondiale rapporté à celui du PIB n'est pas une absolue nouveauté. Au cours de son histoire, le capitalisme a déjà connu des niveaux d'endettement à peu près comparables, mais dans des circonstances historiques bien particulières, comme l'indiquent Patrick Artus et Marie-Paule Virard dans leur ouvrage *La Folie des banques centrales : pourquoi la prochaine crise sera pire* : « *L'endettement mondial est désormais supérieur à celui de 1946, avec des niveaux que l'on n'avait observés jusque-là qu'après les guerres, et encore... Après les guerres, l'inflation aussi était élevée, on se débarrassait donc plus vite de l'endettement rongé par la hausse des prix, ce qui n'est plus le cas actuellement* ».

L'autre grande différence avec la situation actuelle vient de ce que l'endettement consécutif à la seconde guerre mondiale était le produit du financement de l'économie de guerre et donc de l'achat d'engins de destruction ayant entraîné, au prix de la barbarie et de millions de morts, la liquidation d'une masse énorme de capital excédentaire, quand il ne l'avait pas été par la crise de 1929. Couplé à l'affaissement de la valeur de la force de travail, proche de zéro dans des pays comme l'Allemagne et le Japon, la destruction à grande échelle de moyens de production durant la guerre, a constitué, du point de vue de la bourgeoisie, d'« excellentes conditions » propice à une importante accumulation du capital durant ce que l'on a appelé les « trente glorieuses ».

Aujourd'hui, cette condition n'existe pas car l'endettement actuel, impulsé par la politique monétaire des banques centrales, et, à un degré moindre, par la politique budgétaire des états bourgeois, a eu pour conséquence, contrairement à l'endettement de 1946, de contenir en partie la nécessaire purge de capital, ainsi que nous l'indiquons dans les « Notes économiques » publiées dans CPS n°55 : « *En maintenant à flot des capacités de production qui auraient été autrement balayées par la crise, en évitant une vague de défauts en chaîne qu'appelait le nécessaire désendettement du secteur privé, États et banques centrales ont certes amorti les conséquences immédiates de la crise mais ils ont en même temps posé des obstacles à la reprise. (...) L'excédent de capital sous toutes ces formes pèse donc sur le taux de profit et bloque en grande partie la reprise de l'investissement. C'est pour cette raison que si l'injection de liquidités et les politiques monétaires non conventionnelles peuvent éviter que le château de cartes ne s'effondre, elles ne parviennent pas pour autant à enclencher de véritable reprise : ce qu'il manque en*

*définitive, c'est moins un prêteur en dernier ressort qu'un emprunteur au dernier ressort. »*

### **Le caractère permanent de la politique monétaire expansionniste s'impose comme une réalité : les banques centrales désarmées**

Il faut le dire sans ambages : la Fed se trouve aujourd'hui dans l'impossibilité de normaliser sa politique monétaire, c'est-à-dire de revenir à la taille de bilan et aux taux d'intérêt qui prévalaient avant 2008. Après avoir mis fin à ses politiques d'assouplissement quantitatif (QE), laissé son bilan se réduire et enfin graduellement relevé ses taux d'intérêt entre 2015 et 2019, la Fed a changé son fusil d'épaule et repris le cours d'une politique monétaire ultra accommodante depuis quelques mois. L'épisode de tensions très vives observées sur le marché des "repo" courant septembre a même poussé la Fed à fournir, en urgence et dans une grande improvisation, des centaines de milliards de dollars de liquidités sur ce marché (et cela de manière continue depuis octobre) afin de faire retomber la tension. Le "repo" est un contrat financier par lequel le détenteur d'un titre financier réputé « sûr » en cède la propriété pour 24h avec l'engagement de le racheter à l'issue de cette période. Le très léger différentiel de prix constitue le taux d'intérêt. Le marché des repo est donc un marché de liquidités de très court terme relativement vital pour le fonctionnement du système financier et l'on comprend l'empressement de la Fed à maîtriser ce premier départ de feu.

Depuis, la Fed s'est même engagée dans une forme de nouveaux QE inavouée en reprenant ses rachats de bons du Trésor à un rythme mensuel de 60 milliards de dollars. Cette séquence a indiqué de manière très claire à la Fed combien les marchés financiers demeurent entièrement dépendants de cette fourniture de liquidité permanente et que toute inflexion en la matière pourrait remettre l'ensemble du système financier sous tension, si ce n'est précipiter un krach sur certains marchés.

De son côté, face à l'inexorable ralentissement de l'activité dans la zone euro, la BCE a jeté ses dernières forces dans la bataille à la rentrée, exhortant en même temps les états à prendre le relais. La dernière décision prise par Draghi d'engager un nouveau cycle de QE, à hauteur de 20 milliards par mois et pour une durée indéterminée, ressemble à un va-tout tandis que son appel à la relance budgétaire ne peut que rester un vœu pieu. Car malgré une politique ultra accommodante des années durant, avec des programmes d'achat massif de titres souverains et d'obligation d'entreprises, la BCE n'est jamais parvenue à impulser une véritable reprise économique en Europe depuis 2008. L'incapacité persistante de la BCE à atteindre sa cible d'inflation indique le degré d'impuissance actuelle de la politique monétaire. Pire encore, cette dernière décision de Draghi est vivement contestée par certains pays, Allemagne en tête. Ces crispations entre pays membres de la zone euro ont été suffisamment violentes pour que les dirigeants des banques centrales allemande et autrichienne critiquent ouvertement la décision de Draghi par voie de presse, une rareté dans le monde très feutré des banquiers centraux. Il faut également mettre au compte de ces contradictions la démission surprise de Sabine Lautenschläger, membre du directoire de la Banque centrale européenne. Quant à l'opportunité d'une relance budgétaire ardemment réclamée par la BCE, notons seulement que l'Allemagne n'a ainsi aucun intérêt immédiat à impulser une relance sous la forme de nouveaux investissements domestiques ou européens, aux prix d'un nouvel accroissement de son endettement public dans la mesure où son économie n'est précisément pas taillée pour tirer le meilleur parti d'un tel plan de relance.

### **Dix années d'intervention continue des principales banques centrales ont conduit à importer au sein même de celles-ci des éléments de crise**

La situation actuelle au sein des banques centrales est hautement contradictoire. D'un côté, toute tentative de retrait trop brutal du soutien monétaire offert par les banques centrales semble faire courir le risque de gripper l'ensemble du système de crédit avec des conséquences désastreuses au vu des niveaux d'endettement et des besoins de refinancement permanent des entreprises, des états et des ménages. Sans même évoquer la possibilité d'une crise de liquidité, la hausse des taux d'intérêt pourrait asphyxier nombre d'entreprises et de ménages surendettés et précipiter une vague de défaut.

De la même façon, les valorisations sur le marché des actions atteignent jour après jour des sommets historiques, à rebours de la santé réelle de l'économie capitaliste (d'ailleurs de premiers signaux viennent indiquer que cette croissance effrénée des valorisations boursières atteint également un plafond, ainsi que l'indique la déconfiture de WeWork - dont la valorisation était estimée à 47 milliards de dollars cet été contre seulement 8 milliards actuellement - qui vient de repousser son introduction en bourse). Dans ces circonstances, une interruption ou un ralentissement marqué du flux de liquidité fournie par les banques

centrales qui est venu soutenir ces valorisations année après année depuis 2008, pourrait précipiter une correction brutale si ce n'est un véritable krach.

Cependant, ce régime de disponibilité permanente et démesurée de crédit ne conduit qu'à accroître les niveaux de dettes absolues et relatifs, à amplifier la production de capital fictif et à reproduire à une plus large échelle les contradictions qui en découlent. Par ailleurs, la persistance des taux d'intérêt extrêmement faibles, et le fait qu'une fraction très significative des titres de dettes et des emprunts se négocie aujourd'hui à des taux négatifs, pèsent lourdement sur les profits des intermédiaires financiers, banques et assurances notamment, et les poussent à prendre toujours davantage de risque. Cette situation est d'autant plus lourde de dangers que les séquelles de la crise de 2008 pour les banques, en particulier européennes, sont loin d'avoir toutes été effacées et continuent de peser sur leurs bilans comme le souligne à juste titre un article du *Monde* du 17.10.19 : « Selon les derniers chiffres publiés, en juin, par l'Autorité bancaire européenne (EBA), les établissements du Vieux Continent sont encore affectés par un stock de 636 milliards d'euros de crédits douteux. [...] »

*Surtout, la qualité des bilans bancaires reste très hétérogène au sein de l'Union européenne. Si ce taux reste sous la barre de 1 % en Suède, il approche 3 % en France, 10 % en Italie et au Portugal, dépasse 20 % à Chypre et atteint presque 40 % en Grèce.* » À ce tableau, il convient d'ajouter que le lien toxique entre dettes souveraines des états et banques n'a pas été dénoué...

En définitive, les dissensions au sein de la BCE sont en quelque sorte le reflet de ces contradictions qui se manifestent à présent au sein même des banques centrales. Ces institutions qui avaient initialement constitué la bouée de sauvetage d'un mode de production en perdition sont en

train de se transformer en source d'approfondissement de la crise. Les banques centrales dont la politique monétaire est à l'origine de symptômes de plus en plus gênants pour le fonctionnement de l'économie capitaliste (taux d'intérêt bas voire négatifs et explosion de l'endettement) sans pour autant permettre une relance suffisante de l'accumulation du capital, se retrouvent en quelque sorte face au capitalisme comme un médecin face à un cancéreux. Les doses de morphine pour le médecin, les doses de liquidités pour le banquier central, ont pu atténuer les douleurs, mais le moment approche où, sous peine de tuer le malade, on peut difficilement augmenter les doses.

---

### **En Chine, la bureaucratie de plus en plus impuissante face à l'inexorable ralentissement de l'accumulation du capital**

---

En Chine, le ralentissement à l'œuvre, profond, pèse lourdement sur le reste du monde. Plus d'un tiers des provinces ne parviennent plus à atteindre les objectifs de croissance fixés. Ce ralentissement intervient alors que les possibilités d'une nouvelle impulsion fondée sur l'investissement sont très limitées. Les niveaux d'endettement sont déjà colossaux et face au ralentissement, les défauts vont inévitablement se multiplier.

La bureaucratie chinoise, grâce au contrôle considérable qu'elle exerce sur l'économie, a pu impulser une gigantesque relance de son économie fondée sur l'investissement en 2008-2009 au moment où l'économie mondiale calait et menaçait d'affecter lourdement la Chine qui fondait alors sa croissance sur ses exportations. Il n'est pas exagéré de dire que cette relance par l'investissement a soutenu à bout de bras l'ensemble de l'économie mondiale et notamment la production manufacturière. Mais cette relance par l'investissement, qui a constitué le moteur de la croissance économique durant cette dernière décennie, avait dès le départ un caractère frauduleux.

Une partie de cette impulsion a été rendue possible grâce au contrôle qu'exerce la bureaucratie sur l'économie via les entreprises d'état et les grandes banques, et donc sur l'offre de crédit. Dans une situation où la bureaucratie centrale a assigné des objectifs démesurés en matière de croissance, les bureaucraties locales ont ouvert les vannes du crédit permettant ainsi à des entreprises de se soustraire en quelque sorte aux lois du marché, c'est-à-dire leur permettant d'engager des investissements économiques financés par l'endettement pour des raisons largement politiques et donc en dépit de leur rentabilité économique souvent très faible. D'une certaine façon, ces projets ne trouveraient pas de financement ou alors à des taux prohibitifs dans des circonstances "normales". C'est ce qui explique l'importance du problème des entreprises « zombies » en Chine. C'est ce qui explique également que l'endettement des entreprises chinoises a explosé au cours de la dernière décennie, le crédit au secteur privé non financier passant de 115 % du PIB en 2009 à plus de 200 % du PIB depuis 2016 selon les chiffres de la Banque des Règlements Internationaux.

Mais cette soustraction aux lois du marché et à la loi de la valeur ne peut avoir qu'un caractère temporaire. Aujourd'hui, les projets pharaoniques n'ayant aucune viabilité économique sont légions, comme l'illustrent dans le cas de l'immobilier ces villes fantômes qui défraient

régulièrement la chronique. Bien consciente du caractère insoutenable à long terme de cette stratégie, Pékin a tenté de réduire un peu la voilure à partir de 2017, en abaissant notamment son soutien à l'économie et en s'attaquant de manière assez frontale au *shadow banking*. Celui-ci a d'ailleurs amorcé une décrue, tout comme l'endettement des sociétés non financières s'est stabilisé depuis 2 ans. Mais comme l'indique un rapport de l'OCDE sur la Chine, « *Toutefois, ce niveau reste largement supérieur à celui des grandes économies et n'est probablement pas viable. Il faudrait que le mouvement de désendettement s'accélère et ne s'inverse pas* ».

Le problème est précisément que le ralentissement de l'économie chinoise découle largement de cette tentative de contenir les niveaux d'endettement depuis 2017 (ainsi que, pour partie, de la guerre commerciale ouverte depuis un an). C'est pourquoi, face au ralentissement de l'économie (dont l'un des signaux les plus inquiétants est la chute des profits en août et en septembre si bien que ceux-ci sont en baisse de 2.1 % depuis janvier 2019), la bureaucratie a décidé d'interrompre sa tentative de maîtriser l'endettement des entreprises et des gouvernements locaux et d'amplifier à nouveau son soutien à l'économie. On a ainsi récemment appris que les nouveaux projets d'infrastructure approuvés par la Commission nationale du développement et des réformes ont doublé en valeur par rapport à l'année dernière. Cette même commission a également approuvé l'ouverture de 17 nouvelles mines de charbon. Parallèlement, la banque centrale chinoise a baissé pour la première fois depuis 4 ans son taux à très court terme.

La racine profonde de ce nouveau desserrement des vannes du crédit est politique : elle vise en effet à contenir, autant que possible, les réactions du prolétariat chinois dont les conditions d'existence se sont déjà fortement détériorées sous l'effet du ralentissement économique. CCIC, une société de bourse chinoise, indique les chiffres suivants : 23 millions d'emplois manufacturiers auraient disparu entre 2015 et 2017, et plus de 5 millions entre juillet 2018 et juillet 2019. Malgré l'accentuation de la répression s'abattant sur les ouvriers, et les militants qui les soutiennent, la bureaucratie cherche par un surcroît de croissance à se prémunir de tout mouvement d'ampleur de la classe ouvrière chinoise dont la puissance objective (près de 300 millions d'hommes et de femmes) est sans commune mesure avec celle déployée depuis des mois par la jeunesse et les travailleurs de Hongkong.

Tout cela ressemble cependant davantage à une fuite en avant qu'à autre chose. Le fait est que, ce que l'on appelle l'efficacité de l'investissement, c'est-à-dire la quantité de capital nécessaire pour produire une unité de production supplémentaire tend à croître continuellement depuis 2008. Autrement dit, cet investissement financé à crédit est de

moins en moins efficace et fait donc planer de lourdes menaces sur la capacité des entreprises chinoises qui bénéficient de cet investissement à rembourser leurs dettes, surtout si le ralentissement de l'économie chinoise se poursuit.

---

**Un retour aux contradictions fondamentales qui se sont exprimées en 2008, mais dans une situation considérablement dégradée**

---

Alors que les principaux impérialismes s'étaient relativement coordonnés pour faire face à l'irruption de la crise en 2008, notamment en matière de politique monétaire et commerciale, on constate aujourd'hui combien les tensions sont vives entre ces impérialismes. La guerre commerciale fait rage entre les USA et la Chine, et l'Europe vient de se voir infliger une première salve de mesures tarifaires. Au sein même de l'Eurosystème, des contradictions entre impérialismes apparaissent au grand jour tandis que le processus de Brexit, quelle qu'en soit l'issue, va continuer de nourrir de profondes divisions entre états européens à commencer par le couple franco-allemand.

Par ailleurs, contrairement à 2008, les bourgeoisies américaine et européennes ainsi que la bureaucratie chinoise se trouvent aujourd'hui sans recours face à l'approfondissement de la crise, précisément parce que ce tournant indique qu'une limite a été atteinte dans les possibilités d'accroître toujours plus l'endettement afin de repousser l'éclatement des contradictions accumulées. Dans le cas de la Chine, cette limite constitue une différence de toute première importance par rapport à 2008 : cela signifie que la Chine ne pourra pas jouer un rôle d'amortisseur de la crise comme elle avait pu le faire à l'époque. Pour les raisons expliquées ci-dessus, la Chine risque au contraire d'être un des foyers de la crise en préparation avec des

effets d'autant plus ravageurs que la transformation impérialiste de la Chine s'est accélérée depuis 2008 ce qui a renforcé dans des proportions importantes les liens entre l'économie chinoise et l'économie mondiale.

Nous écrivions en 2014 dans CPS n°55 : « *L'impuissance de la bourgeoisie à surmonter la crise implique nécessairement un déchaînement toujours plus violent contre les conditions d'existence des masses. Plus que jamais, le seul levier solide dont disposent les gouvernements bourgeois pour se donner un peu d'air, c'est une offensive redoublée contre les acquis ouvriers.* »

Non seulement ce pronostic s'est totalement réalisé, mais il est plus que jamais d'actualité. Il s'applique également à la bureaucratie chinoise dans des circonstances qui lui sont propres et qu'il reviendra à un autre article d'analyser.

Dans la mesure où la bourgeoisie a déjà remporté des victoires décisives contre les conditions d'existence des masses dans nombre de pays ces dernières années, la vague d'attaques qui se prépare risque d'être encore plus brutale et plus frontale. Il va s'agir de faire tomber un à un tous les freins à l'exploitation sans limite qu'exige le capitalisme en décomposition. Dans ce processus, la jeunesse et les travailleurs ne manqueront cependant pas de se dresser pour tenter de résister comme l'indiquent les nombreux développements de la lutte des classes à travers le monde.



**BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 30 EUROS)**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... LOCALITÉ : .....

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

## Supplément JEUNES à « Combattre pour le socialisme » (15 novembre 2019)



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier  
révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière  
révolutionnaire

Supplément Jeunes à CPS n°74 –

15 novembre 2019

*Matraquage, misère, précarité, chômage, liquidation de l'enseignement supérieur : le gouvernement  
Macron-Philippe est en guerre contre la jeunesse*

**Pour la jeunesse, comme pour la classe ouvrière, une seule voie  
possible : se préparer à l'affronter et le vaincre.**

**S'organiser pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales, l'UNEF pour ce  
qui est des étudiants, qu'elles rompent leur collaboration avec le gouvernement**

### « J'accuse Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE de m'avoir tué »

C'est le dernier message d'un jeune étudiant lyonnais de vingt-deux ans avant de s'immoler par le feu devant le CROUS. Brûlé à 90 %, il reste entre la vie et la mort à ce jour. Jeté dans une précarité extrême, désespéré faute d'aides sociales lui permettant de poursuivre correctement ses études, et tout simplement de survivre, il accuse « Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE » d'être responsables de son sort.

Oui, Macron et son gouvernement sont coupables. Ils portent la responsabilité de jeter dans la précarité et de vouer à la misère un nombre croissant de jeunes. 20 % des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté tandis que 13,5 % d'entre eux renoncent à des soins faute d'argent. Qui ignore que, chaque année, Parcoursup, laisse des milliers de jeunes sur le carreau, en particulier ceux d'origine ouvrière ? Qui méconnaît la multiplication par dix des frais d'inscriptions des étudiants étrangers « non-Européens », préparant l'augmentation massive des frais d'inscription pour tous les étudiants ? Qui ignore que la succession des lois et décrets (Pécresse, Fioraso, ORE, sélection en master, arrêtés licences, réduction massive des heures de cours et des budgets des universités) ont pour objectif de disloquer l'enseignement supérieur public au profit de l'enseignement privé payant ? Qui ignore que les projets du gouvernement visent à réduire massivement les aides dites sociales dont l'APL ? Qui ignore que le rôle du service national universel (SNU) sera d'organiser la livraison massive des jeunes à l'endoctrinement, la soumission, la précarité ? Qui ne voit qu'avec son plan de liquidation des retraites, c'est la jeunesse que Macron voue à un avenir de surexploitation et de misère sans limite dans le temps ? Qui ignore que la réforme de l'assurance-chômage exclut des dizaines de milliers de jeunes, ceux qui sont soumis au travail précaire qui devient la norme pour eux ? Et qui ignore le fait que, dans l'orgie sanglante de répression à laquelle s'adonne l'État policier de Macron contre toute manifestation, contre les libertés démocratiques, de Rémy Fraisse à Steve Maia Caniço, en passant par Adama Traoré, des lycéens de Mantes-la-Jolie aux étudiants de Montpellier, les jeunes se retrouvent le plus souvent dans la ligne de mire ?

En réponse au gouvernement, les dirigeants de l'UNEF, de Solidaires étudiant.e.s, du SNESUP ont appelé à des rassemblements devant les Crous le 12 novembre. Pour l'UNEF, il s'agissait : « Par notre présence, nous nous adresserons au Gouvernement afin de réaffirmer notre revendication d'un plan d'urgence de réforme des aides sociales et lui rappeler cette cruelle vérité qu'il refuse d'entendre ». En quelque sorte, une veillée mortuaire. Totale ignominie de leur part : quémander réparation des coupables, le gouvernement et ses ministres. Les directions de l'UNEF comme de Solidaires étudiant.e.s se sont efforcées de banaliser la tentative de suicide du jeune étudiant. Les directions de l'UNEF, de Solidaires et du SNESUP ont protégé le gouvernement ! Des rassemblements au CROUS ? Mais ce n'est pas le CROUS qui est responsable, c'est bien Macron et ses ministres ! Ce n'est pas devant le CROUS qu'il faudrait convoquer des manifestations. La responsabilité des directions des syndicats ouvriers et étudiants c'est d'appeler à l'unité, de convoquer des manifestations en direction des lieux de pouvoir et d'ouvrir la perspective du combat de la jeunesse et de la classe ouvrière contre le gouvernement Macron.

Néanmoins, le 12 novembre, des milliers d'étudiants se sont rassemblés exprimant leur haine du gouvernement. Dans les villes où les rassemblements ont été les plus massifs, comme à Lyon et Paris, les étudiants ont tenté de les transformer en manifestations contre le gouvernement : rectorat, préfecture, ministère. Incontestablement, l'aspiration à engager le combat s'est exprimée. L'étudiant lyonnais lance un cri « Vive le socialisme ! Vive l'autogestion ! Vive la sécu ! ». Nul ne peut douter que des centaines d'étudiants l'ont entendu.

---

## Totale capitulation des dirigeants de l'UNEF et de Solidaires face au gouvernement

---

Le 14 novembre, les dirigeants de l'UNEF, accompagnés de ceux de la FAGE ont accepté d'être reçus par Gabriel Attal, le secrétaire d'État en charge de la Jeunesse. Ils seront suivis le 15 novembre par ceux FSE et Solidaires, aux côtés de l'UNI. Par cette manœuvre, le gouvernement veut donner un nouvel élan à la concertation sur la refonte des aides dites sociales. Selon *Le Monde* « la réflexion autour de cette refonte des aides propres aux étudiants va intervenir dans le cadre de la concertation autour du futur revenu universel d'activité (RUA), le projet de prestation unique regroupant les différents minima sociaux lancé par Emmanuel Macron dans le cadre du « plan pauvreté ». Ouverte par le gouvernement en juin, celle-ci doit s'achever d'ici à la fin de l'année – avec un projet de loi promis à l'horizon 2020. » Mais personne n'est dupe : pour le gouvernement, il s'agit de réduire à la portion congrue les budgets, de liquider tous les maigres acquis en la matière pour les remplacer par la charité publique, bref de faire plusieurs milliards d'économie. Une exigence doit être adressée aux dirigeants de l'UNEF : A bas le RUA ! rupture de toute concertation avec le gouvernement !

---

### Comment faire face ?

---

Les objectifs du gouvernement sont clairs : faire payer au prolétariat et à la jeunesse le prix de la crise du mode de production capitaliste. Pour le gouvernement Macron-Philippe, l'offensive est générale, dans tous les domaines : droit du travail, assurance-chômage, retraites, Sécurité sociale, statut des fonctionnaires, droit aux études, instauration de l'État policier. Tous les acquis doivent être liquidés et détruits. Toute tentative de résistance doit être annihilée par la répression policière à coup de matraque, de LBD et d'emprisonnement.

Mais si le gouvernement peut s'engager ainsi, c'est d'abord du fait du refus des dirigeants des confédérations et fédérations syndicales (CGT, FO, FSU), de l'UNEF, de Solidaires étudiant.e.s et du SNESUP à l'Université, de rompre avec lui et de lui déclarer la guerre. Pour imposer ses réformes réactionnaires, le gouvernement s'appuie sur la « concertation ». Pourtant, Macron est clair : « je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance ». C'est une guerre contre nos acquis que mène ce gouvernement.

À l'université, toutes les lois et les attaques contre les étudiants ont été préparées par la « concertation ». Et même plus : elles sont mises en œuvre par la participation des dirigeants syndicaux dans les conseils d'université. Se préparer au combat, c'est en premier lieu s'organiser pour imposer aux dirigeants syndicaux de rompre la concertation-collaboration avec le gouvernement.

À l'université, c'est leur imposer, en premier lieu à la direction de l'UNEF, de faire leur les revendications des étudiants : à bas les contre-réformes de l'université ! Tous les bacheliers doivent pouvoir s'inscrire à l'université ! Défense des APL, pas d'augmentation des loyers en Cité U ! Contre toute augmentation des droits d'inscription, abrogation du décret sur les étudiants étrangers ! Maintien de tous les cours, aucune suppression de poste ! À bas l'embrigadement de la jeunesse avec le SNU ! Les flics et les milices privées hors des facs !

---

### Dans le monde entier la jeunesse en première ligne

---

Aux côtés de la classe ouvrière, de l'ensemble les masses exploitées par l'impérialisme, par les gouvernements au service du capitalisme minés par la corruption, en Algérie, au Liban, en Irak, au Chili, en Colombie et en Équateur la jeunesse est aux avant-postes pour en finir avec les gouvernements et les régimes soumis à l'impérialisme. Avec bravoure et héroïsme, elle affronte dans la rue l'armée et la police. Elle aspire à trouver une issue à la société sans avenir autre que la déchéance et la misère auxquelles les voue le capitalisme.

Leur combat c'est le nôtre.

*Les mobilisations au Chili, en Algérie, au Liban (et aussi en Irak, en Colombie, en Indonésie, etc.) mettent à l'ordre du jour la chute des régimes corrompus et vendus à l'impérialisme. Mais pour les remplacer par quoi ? Dans le cadre du capitalisme en crise, il n'y a aucun avenir pour la jeunesse autres que le chômage, la déqualification, la misère. Il ne peut y avoir d'issue que si la production est organisée, non en fonction du profit des capitalistes, mais des besoins des masses, ce qui inclut la préservation de l'environnement dans lequel nous vivons, lequel est tous les jours détruit au nom du système du profit. Il n'y a d'autre issue que le socialisme comme l'indique dans son cri de désespoir l'étudiant lyonnais « vive le socialisme », c'est-à-dire la socialisation des moyens de production. Ce n'est possible que par la constitution de gouvernements ouvriers qui s'engagent sur cette voie, en même temps qu'ils démantèlent l'appareil de répression militaire et policier qui matraque, assassine et viole. Sur ces objectifs, doivent commencer à se regrouper les jeunes en vue de la constitution partout d'organisations révolutionnaires de la jeunesse, d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse.*

---

Prenez contact : AEPS – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : <http://socialisme.free.fr> \_ e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)

---

*Pour les enseignants et personnels de l'enseignement public :*

## **Le combat pour imposer le retrait du plan Macron-Delevoye de destruction du système de retraites est un combat central et décisif**

À l'heure où cet article est écrit, le gouvernement Macron-Philippe et son « haut-commissaire » Delevoye sont presque parvenus au terme de deux séries de « concertations » en vue de liquider ce qui subsiste des systèmes de retraites issus de la Sécurité sociale de 1945, au profit d'un système de retraites dit « universel », constitué de « comptes individuels » et « par points ». Un projet de loi doit être élaboré début 2020, pour une adoption annoncée « *avant l'été* ».

Les dirigeants syndicaux connaissent le plan Macron-Delevoye de longue date. La « concertation » a commencé en mars 2018 : dix-huit mois de « dialogue social » ont permis à Delevoye, « haut-commissaire » désigné par le gouvernement, d'accoucher, en juillet, d'un rapport qui constitue un véritable plan de guerre contre tous les acquis des travailleurs en matière de droit à la retraite. Depuis, les « concertations » ont repris de plus belle, jusqu'à la ruée des dirigeants confédéraux – Veyrier de FO comme Martinez de la CGT – au coup de sonnette d'Édouard Philippe les 25 et 26 novembre.

Les dirigeants syndicaux sont parfaitement informés de la violence inouïe, contre les travailleurs, du plan Macron-Delevoye. À témoin, dans le cas des enseignants : la mise en ligne par le SNES-FSU, au cours du mois de novembre, d'un simulateur permettant aux professeurs du second degré d'évaluer l'écart entre la pension à laquelle ils pourraient aspirer dans le cadre du système actuel, et celle qu'ils

obtiendraient après la mise en œuvre du plan Macron-Delevoye. Pour tous, la perte s'étendrait chaque mois de plusieurs centaines d'euros à plus de 1000 euros !

Pourtant, à ce jour, et à la veille de la journée de grève du 5 décembre, les plateformes intersyndicales nationales qui se succèdent écartent soigneusement le mot d'ordre de retrait. Avec plus de soin encore, toutes veillent à réaffirmer les « propositions » qui leur permettent de poursuivre jusqu'au bout leur « dialogue » avec le gouvernement sur son plan de « réforme »-destruction des retraites, rassurant ce dernier.

C'est bien malgré le flou entretenu par les dirigeants des organisations syndicales enseignantes, malgré le poids des dures défaites subies au cours de l'année scolaire écoulée – mise en œuvre de la contre-réforme des lycées et du bac, adoption de la loi Blanquer, puis de la loi de destruction de la Fonction publique – que les enseignants font montre, de plus en plus nettement, de leur volonté de s'informer, de s'organiser et de combattre. Ainsi, pour la seule académie de Lille, le site du SNES-FSU fait état de dizaines d'heures syndicales déposées dans des dizaines d'établissement, tout au long du mois de novembre, dans la perspective de la grève du 5 décembre (on consultera, à titre d'exemples, les prises de position d'établissements publiées dans la rubrique des interventions militantes de ce bulletin).

C'est d'eux-mêmes que les enseignants placent aujourd'hui le combat contre le plan Macron-Delevoye au centre de leurs préoccupations : ils ont parfaitement raison.

### **« Retraites : les enseignants principales victimes de la réforme ? » (Café pédagogique, 24/9/2019)**

À défaut du rôle d'information joué jadis par la presse syndicale, c'est le bulletin quotidien du site *Café pédagogique* qui s'est chargé, dès septembre, de tirer la sonnette d'alarme pour les enseignants :

*« Présentée dans un rapport de M Delevoye, la réforme des retraites voulue par le gouvernement réalise une vraie coupure avec les régimes de retraite précédents (...) parce qu'il installe un système qui passe de droits acquis à des points. Ces points peuvent facilement varier. Il sera beaucoup plus facile d'ajuster à l'avenir les retraites que dans le système actuel où les salariés ont des droits. (...)*

*Dans la réforme, le montant des retraites varie selon les points acquis. Ceux-ci correspondent aux salaires perçus tout au long de la carrière, primes incluses. Or si les salaires enseignants arrivent à un taux assez proche de la moyenne OCDE, c'est seulement en toute fin de carrière. Calculer la retraite enseignante sur toute la carrière fait chuter énormément le montant de la retraite. (...)*

*Mais quelle différence entre la retraite actuelle et celle que le gouvernement veut mettre en place ? D'après le calcul du Snes Fsu, pour un professeur certifié, la différence est énorme. Un enseignant partant après 43 ans de carrière ne toucherait plus que 1932 € au lieu de 2885 aujourd'hui. Avec 40 ans de carrière, on passerait de 2281 à 1755 €. On*

*a donc une baisse particulièrement forte. »*

À ce constat brut, il convient d'ajouter : ceux et celles qui seraient les plus durement impactés par les conséquences du système « par points » seraient les travailleurs handicapés, ceux atteints au cours de leur carrière d'une maladie grave ou de longue durée... et les femmes, majoritaires dans la profession.

En effet : dans le cadre du système par points, c'en serait fini de la prise en compte ou de la compensation des périodes d'invalidité, des arrêts-maladie de longue durée, des mi-temps thérapeutiques... ou des congés parentaux. De même : plus de gain d'annuités pour les parents (majorations liées à la maternité, à l'éducation ou à l'adoption). Il s'y substituerait une majoration unique de 5 % sur les pensions au rabais accordées par le nouveau système.

Une dépêche publiée sur le site du Midi Libre indique par exemple que « *pour une femme ayant gagné 15 000 € par an et validé 152 trimestres (soit 38 ans), le manque à gagner s'élèverait à 750 € par an après un enfant, et jusqu'à 1 633 € par an après deux enfants.* » (« Réforme des retraites : les mères de famille pourraient y perdre énormément », 26/11/2019).

---

## Une offensive potentiellement décisive contre ce qui subsiste de la Sécurité sociale

---

Pour faire passer son plan, le gouvernement s'efforce de diviser les travailleurs : il sonne nuit et jour le tocsin contre les « privilèges » que constitueraient les « régimes spéciaux » ou le système de retraite des fonctionnaires, défini par le Code des pensions. Piteusement, par leur refus de revendiquer la défense de ces régimes, les dirigeants syndicaux permettent à Macron, Philippe, Delevoye et consorts d'avancer sur ce terrain ultra-réactionnaire.

Pourtant, il faut insister sur cet aspect : fondamentalement, le plan Macron-Delevoye participe d'une offensive majeure, potentiellement décisive, contre tout ce qui subsiste de la Sécurité sociale telle que les travailleurs et le mouvement ouvrier organisé l'ont arrachée aux capitalistes en 1945, système qui incluait le financement des pensions de retraite des travailleurs. À ce titre, c'est d'abord une offensive frontale contre les travailleurs dans leur ensemble. Rappelons-le : en 1995, le gouvernement Chirac-Juppé donnait le coup d'envoi à un véritable plan de destruction de la Sécurité sociale. Les travailleurs se dressaient contre lui et s'engageaient dans un mouvement massif, tendant à s'unifier par la volonté d'imposer le retrait du plan Juppé, tendant vers la grève générale et menaçant de balayer le gouvernement lui-même. Les dirigeants syndicaux, ceux du PS et du PCF sont parvenus alors, chacun à son niveau, à lui épargner cette débâcle (voir sur notre site l'article publié dans CPS 61 du 20/01/1996 : « *La grève et les manifestations de novembre-décembre 1995* »).

Près d'un quart de siècle plus tard, il est possible de mesurer à quel point le système de la Sécurité sociale de 1945, produit de 150 ans de lutte des classes en France, a été détruit par la mise en œuvre du plan Juppé : les tenants de la Ve République ont fait main-basse sur les cotisations des travailleurs, le « salaire différé », en annexant le budget de

la Sécurité sociale à celui de l'État. Ils piochent désormais dans cette manne à leur guise et exonèrent à l'envi les capitalistes de milliards de cotisations, sans souci de remboursement ou de compensation financière. Ils font payer leur crise aux travailleurs avec des déremboursements massifs et laminent l'hôpital public. Le principe de la « maîtrise comptable » des dépenses de santé a mis fin, en pratique, au droit réel des travailleurs à être indemnisés pour leurs dépenses de santé.

Mais Juppé a dû procéder à un recul tactique : il a dû renoncer à la destruction immédiate des régimes particuliers de retraite des fonctionnaires, des cheminots et employés des entreprises publiques – destruction qui aurait permis celle des régimes de retraite des travailleurs dans leur ensemble. La succession des contre-réformes depuis 1995 – en 2003, 2007, 2010, 2013 – a certes porté des coups très durs aux acquis de l'ensemble des travailleurs en la matière : allongement de la durée de cotisation, recul de l'âge légal de départ en retraite, modification des modalités de calcul aboutissant à une diminution massive du montant des pensions.

Pour autant, les « régimes spéciaux » persistent, et le système de retraite issu de la Sécurité sociale de 1945 n'a pas été détruit à un degré équivalent à celui de la branche « maladie » : c'est cet objectif que poursuit aujourd'hui le gouvernement Macron-Philippe.

En réservant leurs traits les plus haineux aux « régimes spéciaux » et au système de retraite des fonctionnaires, les caciques du gouvernement ne font que révéler leur crainte : celle de voir cheminots et fonctionnaires ouvrir la marche à la mobilisation unie de la masse des travailleurs, en défense de leurs acquis, pour le retrait du plan Macron-Delevoye, mettant en cause l'existence du gouvernement lui-même.

---

## Une remise en cause de tous les droits et acquis

---

Ce sont tous les acquis des travailleurs en matière de retraite qu'il s'agit de supprimer définitivement dans le plan Macron-Delevoye :

- le système « par points » implique de mettre fin aux modes de calcul avantageux pour les travailleurs (calcul de la pension sur la base des 6 derniers mois dans la Fonction publique et des 25 meilleures années dans le privé). Il induit la diminution drastique des cotisations pour tous ;
- le montant des pensions serait lié à un « compte individuel » pour chaque travailleur, « à chacun selon ses moyens ». Les travailleurs les plus exploités seraient plus que jamais condamnés à des pensions de misère, tandis que les plus hauts revenus seraient exemptés de cotisations au-delà de 120 000 euros de revenu annuel – une manne prévisible pour les fonds de pension privés ;
- la valeur du point serait dissociée en valeur d'« achat » et valeur « de service » (la somme annuelle que vaudrait chaque point dans la pension des futurs retraités) : ces valeurs seraient révisables à l'envi par le Parlement, supprimant toute garantie sur le montant à venir des pensions ;
- l'instauration d'un « âge pivot » (64 ans dans le projet Macron-Delevoye) rendrait caduc le « maintien » de l'âge légal du départ en retraite (62 ans actuellement) : chaque

année d'écart entre l'« âge pivot » et l'âge légal permettrait d'amputer le montant des pensions de 5 %. Et cet « âge pivot » serait, lui aussi, modifiable à l'envi ;

- la durée de cotisation est une autre variable que le gouvernement se réserve le droit d'allonger à échéance régulière ;
- enfin, en énonçant en « principe » la maîtrise comptable des dépenses de retraite, sous couvert d'assurer l'« équilibre » financier du système, le rapport Delevoye étend purement et simplement le plan Juppé de 1995 à la gestion des retraites. Il consacre la mainmise de l'État sur le salaire différé et fait de la diminution continue des pensions une certitude, en regard du nombre de travailleurs licenciés ou maintenus au chômage, des postes supprimés dans la Fonction publique, tandis que le nombre de retraités ne cesse, proportionnellement, de s'accroître. Du reste, ce discours sur l'« équilibre » masque en réalité le tarissement des cotisations.

Toutes les garanties collectives et acquises en matière de montant des pensions, tous les droits des travailleurs sont ainsi liquidés : les retraites deviendraient une marge de manœuvre permettant aux capitalistes de faire payer la crise aux travailleurs.

---

## Dans la Fonction publique

---

Pour les enseignants, et dans la Fonction publique en général, le système de retraite est défini par le Code des pensions militaires et civiles. La pension principale n'est pas financée par une caisse de retraite spécifique : les fonctionnaires étant employés à vie, leur retraite a été conçue comme un « salaire continué » assumé par l'État. C'est pourquoi le montant de cette pension est calculé en fonction du dernier échelon atteint et de l'indice de référence des six derniers mois de traitement.

C'est dire que le système de retraites des fonctionnaires est étroitement lié à leurs statuts eux-mêmes, ainsi qu'aux garanties collectives arrachées en matière de rémunération (progression à l'ancienneté pour tous en fonction d'une grille indiciaire précise).

En agitant la maigre promesse d'une intégration des primes

perçues par les fonctionnaires au calcul futur de leur pension, le plan Macron-Delevoye indique que l'offensive contre les retraites des fonctionnaires a partie liée avec une offensive contre leurs statuts, leurs conditions de travail, et l'ensemble des acquis qui leur sont attachés.

Le fait que les pensions de retraite des enseignants constituent un « salaire continué » signifie également ceci : tout « dialogue » avec le gouvernement sur le terrain du plan Macron-Delevoye n'est autre qu'une négociation salariale... dont le point de départ est d'aboutir à une baisse des salaires d'une violence sans précédent !

C'est précisément cela que, pourtant, depuis des mois, les dirigeants syndicaux de l'enseignement public ont accepté de « discuter ».

---

## Des discussions « salariales »...

---

Le 26 août, sur France 2, Macron annonçait l'ouverture de négociations spécifiques avec les organisations syndicales d'enseignants, d'aides-soignantes et d'infirmières : « *On va construire tous ensemble cette réforme* ». Il ajoutait : « *Il n'y aura pas de réforme des retraites tant qu'on n'aura pas bâti une transformation de ces professions* »

Deux jours plus tard, les dirigeants de la FSU répondaient « présents » dans un communiqué intitulé « *La rentrée sous de nouveaux auspices ? La FSU attend des actes !* » (28/08/2019). Elle se ruait aux nouvelles concertations en prenant soin de maquiller le coup de sonnette de Macron en « victoire » de sa lutte revendicative :

« *La FSU a exigé, une nouvelle fois, une revalorisation des salaires des enseignants-es et de tous les personnels de l'Éducation.*

*Elle a obtenu [sic ! - ndlr] l'ouverture de discussions sur cette question dès le mois de septembre. Si le Ministre place cette concertation en lien avec la réforme des retraites, la FSU a rappelé la nécessité de cette revalorisation du fait de*

*la faiblesse des salaires des enseignant-es, du retard accumulé sur la reconnaissance de leur travail et de leurs qualifications. Les attentes des enseignant-es, comme de l'ensemble des personnels de l'Éducation, sont fortes sur cette question. La FSU portera avec eux les revendications pour peser sur ces discussions afin d'obtenir une réelle amélioration du niveau des salaires et des pensions à venir. »*

Au passage, au nom de ce plat de lentilles que Macron n'a jamais prétendu leur servir, les dirigeants syndicaux s'empressaient d'indiquer leur ralliement à la mise en œuvre des contre-réformes qu'ils faisaient mine de combattre, sur le tard, au cours de l'été :

« *Le Ministre met également en place à cette rentrée plusieurs comités de suivi (voie générale et technologique, voie professionnelle, INSPE). La FSU a insisté sur la nécessité de donner les moyens d'expertise à ces comités et l'objectif de formuler des préconisations. Elle veillera à ce que la parole des organisations syndicales soit entendue. »*

---

## ... à l'offensive contre les statuts

---

Fort de ce soutien, Macron pouvait balayer toutes les allégations sur une éventuelle « revalorisation » des traitements indiciaires des enseignants. Le 3 octobre, à Rodez, il déclarait sans ambages : « *Quand on parle Éducation nationale, on parle d'un million de fonctionnaires. Si je voulais revaloriser comme c'est, je mettrais 10 milliards. Je ne vais pas revaloriser demain. C'est vos impôts !* »

Les « négociations » initiées par Macron en personne doivent donc porter... sur l'augmentation du temps de travail et la réduction des congés scolaires - cela, « en contrepartie » de la participation des dirigeants syndicaux enseignants à la concertation sur la mise en œuvre de la réforme des retraites, une gigantesque baisse de salaire.

C'est la mise en œuvre des orientations de la loi de destruction de la Fonction publique, qui entend en finir avec le recrutement statutaire mais aussi liquider les statuts eux-mêmes et toutes les garanties collectives qui y sont associées.

*Le Café Pédagogique* précise : « *Le gouvernement va donc commencer à négocier la hausse du temps de travail et la*

*baisse de la durée des vacances. Ces points là ont déjà été bien préparés par JM Blanquer. Le ministre a déjà décidé d'augmenter de deux heures supplémentaires le temps de travail des professeurs du secondaire. Et il a fait passer deux décrets qui prévoient une semaine de formation obligatoire sur les congés et un réaménagement des cycles des vacances. »* (7/10/2019).

La pilule est difficile à avaler : c'est pourquoi la direction du SNES-FSU, par exemple, est obligée d'alterner le chaud et le froid dans ses expressions écrites. Dans *L'US Mag* du 21 septembre, un article signé Sophie Vénétitay explique ainsi fort justement :

« *Le ministre a ouvert la porte à une revalorisation dans le cadre de cette réforme : c'est un piège ! Cela reviendrait à accepter le cadre d'un nouveau système de retraites qui fait voler en éclat les principes de solidarité, aggrave les inégalités (notamment entre les femmes et les hommes), et laisse le montant des pensions incertain puisque la valeur du point dépend de la conjoncture économique.*

*Une augmentation de salaire dans ce cadre n'est qu'un jeu de dupes. Et cette pseudo revalorisation n'entrerait en*

*vigueur qu'en 2025, échéance fixée par le gouvernement pour la mise en place de la réforme. »*

Pourtant, l'article ne conclut nullement à une rupture des « concertations » avec le gouvernement. Et le 8 novembre, la FSU comme toutes les fédérations de l'enseignement (à l'exception de la FNEC-FO) se rendaient à l'ouverture des

« discussions » avec le gouvernement sur ce terrain.

Début novembre, la direction de la FSU tendait encore la sébille dans un communiqué : « à un moment où le gouvernement propose une réforme des retraites, la question des salaires est centrale. » (« L'augmentation des salaires, c'est prioritaire ! », 5/11/2019) !

### **L'issue du combat contre le plan Macron-Delevoye sera déterminante**

En raison de la place centrale occupée aujourd'hui par la « réforme »-destruction des retraites, le présent article ne s'étend pas sur les conséquences des contre-réformes de l'enseignement public – à commencer par la mise en œuvre de la « réforme » des lycées et du bac, de la loi Blanquer, de la loi de destruction de la Fonction publique.

Ces conséquences sont pourtant bien réelles et dramatiques : en témoigne, le suicide d'une directrice d'école de Pantin, Christine Renon, sur son lieu de travail le 23 septembre.

Dans une lettre expliquant son geste, l'institutrice fait le lien explicite entre son suicide et les contre-réformes qui n'ont cessé d'accabler et de dénaturer son travail. Le 3 octobre, faisant le lien entre leur condition et celle de leur collègue décédée, plusieurs milliers d'enseignants de Seine-Saint-Denis manifestaient devant la DSDEN au cri de « Blanquer démission ! ». L'onde de choc est allée au-delà même de ce seul département, conduisant des écoles dans tout le pays à fermer en solidarité avec leur collègue.

Les directeurs d'école étaient au premier rang des manifestations contre la loi Blanquer : ils s'opposent farouchement à la transformation de leur mission en un véritable statut de chef d'établissement, « fonctionnaire d'autorité » tenu d'appliquer les contre-réformes qu'ils combattent. Leur mobilisation a mis Blanquer en échec sur ce point particulier : pourtant, le même Blanquer a cherché à utiliser la mort de Christine Renon pour relancer des « concertations » sur la mise en place d'un statut de directeurs d'écoles... concertations auxquelles les dirigeants des syndicats enseignants participent actuellement !

La volonté des enseignants de résister à la mise en place des contre-réformes délétères est réelle : il ne peut en être autrement, dans la mesure où les contre-réformes déjà adoptées induisent, en elles-mêmes, les coups les plus terribles à l'enseignement public et au corps enseignant lui-même, compromettant jusqu'à l'existence de leurs organisations en tant qu'organisations syndicales.

L'imposition chaotique de la « réforme » des lycées dans les lycées généraux et technologiques, l'annonce d'une réduction drastique de la dotation des lycées professionnels au profit des CFA patronaux, la chute spectaculaire des candidats aux concours de l'enseignement, la mise en œuvre de la « réforme » de la formation des enseignants qui substituera au statut de professeur stagiaire celui d'apprentis de droit privé, ou encore l'imposition aux enseignants de formation obligatoire sur le temps des vacances scolaires : tout cela pèse lourdement.

Mais les dirigeants de la FSU, on l'a vu, acceptent de siéger aux « comités de suivi » installés par Blanquer pour mettre en place les contre-réformes !

De même, l'éviction par décret, en application de la loi de destruction de la Fonction publique, des prérogatives des commissions paritaires où siègent les élus syndicaux en matière de mutations ou de progression de carrière – c'est-à-dire la remise en cause des garanties collectives des enseignants – portent aux organisations syndicales un coup historique.

Les dirigeants de la FSU déclaraient pourtant par avance, le 5 septembre dernier : « Le Ministre a donné aujourd'hui l'agenda social de mise en œuvre de la loi de transformation de la Fonction publique que la FSU a contestée avec force. La FSU, malgré le désaccord fondamental qui l'oppose au gouvernement sur cette loi, participera à ces concertations. »

Les enseignants cherchent et chercheront les moyens de résister et de combattre ces contre-réformes : ils se heurtent, ce faisant, à l'implication systématique des dirigeants syndicaux dans le « dialogue » sur la mise en œuvre de ces mêmes « réformes ».

Mais, les enseignants en prennent conscience de façon croissante : ce combat se concentre aujourd'hui dans celui pour imposer le retrait du plan Macron-Delevoye, plan de « réforme »-destruction des retraites. Parce que l'offensive conduite par le gouvernement sur ce terrain implique un acquis fondamental de tous les travailleurs, une victoire du gouvernement sur ce terrain induirait l'exacerbation de toutes les attaques contre l'enseignement public et les enseignants, à commencer par ce qui reste des statuts. À l'inverse, la force constituée par l'ensemble des travailleurs, dressée contre le plan Macron-Delevoye, exigeant le retrait de ce plan, pourrait ouvrir la voie à la remise en cause de toute la politique du gouvernement et à la remise en cause du gouvernement lui-même.

Pour cela, il sera indispensable d'imposer l'unité aux dirigeants syndicaux sur le mot d'ordre capable d'unifier tout le prolétariat : retrait pur et simple du plan Macron-Delevoye ! Ce qui implique la rupture de toutes les « discussions » avec le gouvernement sur ce terrain.

Le congrès national de la FSU, qui s'ouvrira le 9 décembre, occupera de ce fait une place importante. Les militants regroupés au sein du courant Front unique y disposeront, de par leur activité dans le milieu, d'une petite force de 14 délégués : ils y interviendront dans ce sens avec énergie.

Le 26 novembre 2019



## **Les militants interviennent et informent C.P.S.**

### ***Motion adoptée à l'unanimité par le congrès départemental de la FSU du Puy-de-Dôme le 21 novembre 2019, contre la répression en Algérie***

Il y a 6 mois le congrès national du SNUIPP adoptait (Pour : 321. Contre : 6. Abstentions : 46. NPPV : 3.) la motion suivante :

*« En Algérie l'appareil militaro-policiier est prêt à tout pour maintenir son pouvoir. Cela prend la forme d'arrestations de dirigeants politiques s'étant déclarés récemment contre le régime et de la répression brutale de manifestations. Il y a une responsabilité particulière du mouvement ouvrier français dans l'affirmation de la solidarité avec les travailleurs et la jeunesse algérienne.*

*L'organisation de manifestations dénonçant la répression, devant l'ambassade d'Algérie à Paris et les consulats en province doit être engagée sans délai. Le Congrès national du SNUipp-FSU, réuni à Perpignan se prononce pour l'organisation de ces manifestations. Le SNUIPP-FSU prendra contact avec les autres organisations se réclamant du mouvement ouvrier et des libertés démocratiques pour organiser ces manifestations. »*

Depuis cette adoption des dizaines de jeunes ont été arrêtées, condamnés à de la prison ferme (beaucoup d'entre eux pour avoir simplement brandi le drapeau amazigh), des dirigeants de partis politiques arrêtés et emprisonnés. En France, l'immigration algérienne a organisé des manifestations (40000 manifestants le 1<sup>er</sup> novembre) parfois dirigées vers l'ambassade ou les consulats. Mais elle l'a fait le plus souvent en l'absence de toute présence significative des organisations du mouvement syndical français.

Il est grand temps que cesse cet isolement. La responsabilité du mouvement ouvrier est d'être au côté du peuple algérien contre le régime militaire de Gaïd Salah dont le gouvernement Macron est entièrement complice.

Le congrès départemental de la FSU se prononce pour la mise en œuvre sans délai de la motion adoptée par le congrès national du SNUIPP, et donc pour que la FSU nationalement en appelle à l'ensemble des organisations du mouvement syndical et se réclamant des libertés démocratiques pour l'organisation commune de manifestations à l'ambassade et aux consulats pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques en Algérie.

Adoptée à l'unanimité, 35 votants.

----- oOo -----

### ***Résolution du collège Françoise Giroud, Vendres, 34***

Les enseignants du collège Françoise Giroud, réunis en heure d'information syndicale le 7 novembre 2019 se prononcent pour le retrait du projet de réforme des retraites du gouvernement Macron-Philippe-Delevoye dont l'objectif est de liquider le code des pensions et de baisser toutes les pensions et retraites par le biais d'un système par points.

Ils s'adressent aux directions des fédérations syndicales de la Fonction publique (en particulier la FSU) pour qu'elles reprennent clairement le mot d'ordre de retrait et rompent toutes les concertations sur le projet du gouvernement.

Ils s'adressent en particulier aux directions des syndicats enseignants (SNES en tête) pour qu'elles rompent les concertations sur le projet de « revalorisation des enseignants » qui s'inscrit dans le cadre de la réforme des retraites

11 Pour, 1 abstention, 0 contre

----- oOo -----

### ***Résolution des enseignants du lycée Georges de La Tour, METZ***

Les enseignants du lycée Georges de La Tour, METZ, réunis en heure d'information syndicale le 15 novembre 2019 se prononcent pour le retrait du projet de réforme des retraites du gouvernement Macron-Philippe-Delevoye dont l'objectif est de liquider le code des pensions et de baisser toutes les pensions et retraites par le biais d'un système par points.

Ils s'adressent aux directions des organisations syndicales qui appellent au 5 décembre :

- **Prononcez-vous pour le retrait pur et simple du projet de contre-réforme des retraites MACRON-PHILIPPE-DELEVOYE.**
- **Rompez toutes les concertations avec le gouvernement sur ce projet.**

Dans l'enseignement, le gouvernement lie la concertation sur la revalorisation salariale (par le mérite) à sa contre-réforme des retraites : « *On va se revoir avec les syndicats sur l'articulation réforme des retraites, rémunération et définition du métier enseignant* » (JM Blanquer, le 23 octobre à l'Assemblée nationale).

**Les enseignants s'adressent aux directions du SNES, FSU, CGT, Solidaires pour qu'elles rompent les concertations sur la « revalorisation des enseignants » qui s'inscrit totalement dans le cadre de la réforme des retraites.** La Fédération FO n'y participe pas.

11 Pour , 0 contre, 2 abstentions, 1 NPPV

----- oOo -----

## **Résolution des enseignants de la cité scolaire du lycée Blaise Pascal, Clermont-Ferrand**

Les enseignants de la cité scolaire du lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand réunis en HMI le 8 novembre 2019 s'adressent aux directions des organisations syndicales qui appellent au 5 décembre :

Prononcez-vous pour le retrait pur et simple du projet de contre-réforme des retraites MACRON-PHILIPPE-DELEVOYE.

Rompez toutes les concertations avec le gouvernement sur ce projet.

Dans l'enseignement, le gouvernement lie une prétendue revalorisation salariale à sa contre-réforme des retraites. La Fédération FO n'y participe pas. Nous nous adressons aux fédérations de fonctionnaires CGT FSU Solidaires pour qu'elles fassent de même : Ne participez pas la concertation.

16 Pour, 1 Contre (le dirigeant du Snes FSU), 1 Abstention

----- oOo -----

### **Congrès UD Cgt 63 – 7 et 8 novembre 2019**

#### **Participation de 6 délégués du CHU de Clermont-Ferrand, 2 représentantes seront élues à la Commission Exécutive.**

- 1<sup>er</sup> jour du Congrès, intervention du syndicat : L'offensive gouvernementale contre le droit à la santé et l'hôpital public contenue dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2019, en discussion actuellement au Parlement, et ses conséquences dramatiques au CHU de Clermont-Ferrand comme dans tous les hôpitaux. De nombreux services sont mobilisés contre les suppressions de postes et les très mauvaises conditions de travail et de soins, les Urgences bien sûr mais aussi le Samu, la pédiatrie, et bien d'autres encore, et pour la première fois les médecins rejoignent le mouvement, un rassemblement commun est appelé le 14 novembre à G. Montpied et à Estaing.

**Et parce que ce qui rassemble tout le monde, la défense de nos régimes de retraite par répartition, exprimant la solidarité intergénérationnelle des travailleurs, fondée sur des droits collectifs et sur lequel il faut faire plier le gouvernement, le syndicat présente la motion suivante (elle a été adoptée sans opposition à mains levées et chaleureusement applaudie) :**

« Le congrès de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme réuni les 7 et 8 novembre 2019, fermement opposé au régime universel par points du projet Macron/Delevoe et attaché à la défense des régimes de retraite des travailleurs par répartition et annuités (régimes général et particuliers),

- se prononce clairement pour le retrait total du projet de contre-réforme des retraites et pour que ce mot d'ordre centralisateur soit repris par toute la CGT pour contribuer efficacement à la mobilisation de tous les travailleurs dans un combat national, centralisé pour faire reculer le gouvernement. »

- 2<sup>e</sup> jour du Congrès, en présence du camarade Philippe Martinez, secrétaire confédéral.

Deuxième intervention du syndicat :

Oui camarades, la question du combat pour mettre Macron genou à terre, comme l'a dit hier une camarade, et imposer le retrait de son projet de réforme des retraites, est la question centrale qui est aujourd'hui posée à toute la CGT.

Nous pouvons le dire, si nous ne gagnons pas cette bataille, cela signifierait une régression sociale historique pour tous les travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités et donc pour la CGT.

La violence des réformes précédentes appliquées par Macron nous éclairent sur l'avenir. Pour ne parler que des deux dernières - réforme de l'assurance-chômage, émigration -, ce sont les conditions matérielles d'existence des plus pauvres, des plus précaires qui sont encore abaissées.

La violence de ces réformes n'a d'égal que les violences policières et la répression, dont une dernière expression à notre égard est l'arrestation du secrétaire de l'UD-CGT de Seine-Saint-Denis, Hervé Ossant, le 31 octobre, lors de la venue du Premier ministre dans le département.

Ce projet de réforme des retraites, c'est, **pour tous**, travailler **toujours** plus longtemps, et la **baisse** des pensions de retraite, y compris celles des retraités actuels que nous chiffrons à 30%, donc la remise en cause de la santé et la pauvreté pour un plus grand nombre. **C'est la fin de la Sécurité sociale.**

Les travailleurs l'ont compris, alors ne laissons pas s'installer la peur du lendemain.

Macron et son gouvernement sont disposés pour la bataille :

- Le premier ministre a vendu la mèche au cours de sa causerie dans le Jura le 17 octobre dernier : **«les points durs non négociables, un système universel par points (et) qui doit être à l'équilibre financier, sinon tout est sur la table, prendre le temps de discuter, ne pas donner le sentiment que tout serait joué d'avance...».**

Leur arme c'est la poursuite des concertations à l'infini pour engluer les syndicats dans le soit-disant dialogue social.

Ces derniers jours, Macron et son gouvernement ont précisé leurs intentions : aller jusqu'au bout !

- Macron : sur RTL le 28 octobre, **« je veux aller au bout de cette réforme, je pense qu'elle est nécessaire pour le pays donc je la défendrai, je ferai tout pour qu'il n'y ait pas de blocages, je ferai tout pour qu'on soit en soutien de nos compatriotes qui seraient bloqués mais je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance ».**

- Le premier ministre réunit le 5 novembre les députés Macron à l'AN ; à propos du projet de réforme des retraites, il leur dit : **« ne doutez pas de la détermination de l'exécutif ! on le fera », il ajoute : « la vérité, c'est que cette réforme, par son ampleur, est plus importante que toutes celles cumulées, qui ont été menées depuis 1993 »** et encore : **« ne laissez pas prospérer la fausse musique qui dit qu'on repousserait la mise en œuvre de la réforme » en soulignant la « fermeté » et la « détermination à toute épreuve » du pouvoir.**

- Et dans *le Parisien* du 7 novembre, Delevoye : **« la clause du "grand-père", signifierait que l'on renonce à la réforme ».**

**La réussite de cette réforme est un enjeu pour le gouvernement. Ils sont déterminés, nous devons l'être tout autant.**

- Comme l'a été la CGT de la RATP, qui a refusé de participer à la concertation sur la liquidation de leur régime de retraite : **« nous n'avons rien à discuter, car nous avons dit clairement notre opposition à la retraite par points »,** déclare précisément le responsable du syndicat le 18 octobre.

- La CGT Cheminots ne s'est pas rendu à la concertation convoquée sur le même sujet par Djebbari le secrétaire d'État aux transports, même si les raisons évoquées ne sont pas les mêmes, le fait est que la CGT n'a pas participé.

**Camarades, dans ces circonstances, à ce moment précis, il faut le dire, la rencontre de la direction confédérale du 29 octobre avec DELEVOYE, dont le compte-rendu a été publié le lendemain sur le site de la Confédération et qui annonce 3 autres réunions pour « exposer nos propositions » est incompréhensible ; elle nous a particulièrement interpellée.**

Depuis des mois que dure cette concertation, la CGT a cent fois exposé ses propositions ; ni Macron, ni Philippe, ni Delevoye n'ont l'intention d'en discuter. Djebbari l'a répété au camarade Martinez lors de leur récent débat sur Cnews.

*« Il n'y a pas d'ouverture mais une tentative d'enfumage pour faire passer un projet injuste »* c'est Fabrice Angei, membre du bureau confédéral qui le dit (*Le Monde* 23 octobre).

Il faut relire ce que dit le Premier ministre : *« prendre le temps de discuter, ne pas donner le sentiment que tout serait joué d'avance... ».*

Ils ne cherchent qu'à associer la CGT le plus longtemps possible à la préparation de leur projet dévastateur pour empêcher l'organisation d'une réelle mobilisation des travailleurs, parce qu'on ne peut pas avoir un pied dedans et un pied dehors.

A quoi bon discuter de la couleur des murs de la maison puisque l'objectif du gouvernement est de détruire la maison. Ils nous utilisent pour différer l'affrontement en espérant qu'il n'aura pas lieu.

A l'inverse, si nous voulons réellement contribuer à une mobilisation d'ampleur de tous les travailleurs :

si, par exemple, nous voulons faire du 5 décembre le point de départ d'un véritable affrontement avec le gouvernement pour le contraindre à retirer son projet,

- alors il faut partir sur des bases claires, annoncer clairement à tous que le but de la CGT est le retrait total du projet, car tout autre mot d'ordre serait diversion.

**- alors la direction confédérale de la CGT doit annoncer clairement qu'elle quitte toute concertation sur le projet avec Delevoye ou tout autre représentant du gouvernement, qu'elle renonce à se rendre aux 3 réunions qu'elle a programmées avec Delevoye et qu'aucune de ses organisations n'engagera de discussion secteur par secteur ou profession par profession.**

Nous, militants devons être dans la clarté et dans la confiance sur les positions de notre organisation.

C'est notre résolution dans l'expression de notre opposition au projet, c'est la clarté dans nos objectifs qui encouragera nos collègues à entrer dans le combat et entraînera les autres organisations syndicales.

Ce n'est pas une illusion, la vague des droits de retraites des conducteurs et contrôleurs de la SNCF, les grèves spontanées dans les ateliers témoignent que des secteurs entiers de la classe ouvrière sont prêts au combat, à nous de les encourager et, à sa manière, parce que l'exercice du droit de grève y est difficile, la multiplication de mouvements dans les hôpitaux, des personnels, et ce qui est nouveau, de nombre de médecins, et pas seulement dans les services d'urgences, en témoigne également.»

A la suite de l'intervention, chaleureusement applaudie par une grande partie des délégués, la motion suivante a été déposée au bureau du congrès par un représentant d'un autre syndicat, elle n'a pas été soumise au vote :

*« le congrès se prononce pour que toutes les instances de la CGT, confédérales ou fédérales, renoncent à toute participation aux prochaines réunions de concertation/discussions sur ce projet organisées par le gouvernement. »*

Par la suite, P.Martinez, secrétaire confédéral, dans son intervention, à ce propos, a dit : *« .... à l'issue de ces 3 réunions on fera le point et on décidera après..... »*

## **Intervention à l'AG des militants de l'UD-CGT de Charente-Maritime, en présence de Philippe MARTINEZ, le 31 octobre 2019**

Camarades,

Je voudrais revenir sur la note du secrétariat confédéral datée du 22 octobre 2019. Cette note fait état d'une « consultation » des organisations du CCN (en clair des UD et Fédés) qui se seraient prononcées par 68 voix contre 25, pour que la CGT participe aux discussions organisées par DELEVOYE sur les retraites.

Camarades, cette note croit bon de préciser que « certaines de nos organisations professionnelles ont été déjà reçues, vont l'être ou sont susceptibles de l'être ». Mais surtout ce que la note ne dit pas, et pour cause, c'est qu'une des principales organisations concernées par cette contre-réforme des retraites, à savoir la CGT-RATP, a refusé de participer à la concertation qui vise à liquider le régime particuliers des agents RATP. Nos camarades ont déclaré (selon Le Monde du 18 octobre) : « Nous n'avons rien à discuter car nous avons dit déjà clairement notre opposition à la retraite par points ». Or c'est là un fait majeur. C'est un fait qui rejoint la position adoptée par mon syndicat, le syndicat national CGT Finances publiques, contre le plan DARMANIN de destruction de notre administration, à savoir : Retrait du plan DARMANIN, et refus de participer à quelque niveau que ce soit aux « concertations » sur ce plan. Mais je voudrais surtout citer la prise de position de nos camarades de la CGT SNCF qui, aujourd'hui même, ont refusé de rencontrer le secrétaire d'État aux Transports Jean-Baptiste Djebbari à propos de la réforme des retraites.

Camarades, je crois que nous devons adopter à tous les niveaux la même position face à la contre-réforme des retraites de MACRON-DELEVOYE. Il faut en exiger le retrait pur et simple et en totalité, et non pas aller discuter avec DELEVOYE.

Chacun de nous, ici, sait à quoi s'en tenir en ce qui concerne le projet MACRON-DELEVOYE sur les retraites. Ce n'est pas un projet parmi d'autres, c'est ce que MACRON appelle « la mère de toutes les réformes ». C'est un projet précis qui remet en cause toutes les garanties conquises après 1945 en matière de retraites, par la retraite par points et la destruction des régimes spéciaux.

C'est la baisse programmée des pensions de retraites pour tous, y compris ceux qui sont aujourd'hui retraités. C'est-à-dire la diminution, sinon la fin, de ce salaire différé, socialisé, collectivisé, qui est à la base de tout le système de sécurité sociale que nos anciens ont conquis et édifié après 1945.

Comme le disent nos camarades de la RATP, ce projet n'est ni discutable ni amendable. La CGT à tous les niveaux doit en exiger le retrait. C'est là la revendication fondamentale à partir de laquelle le combat efficace peut être organisé.

Et pour cela, non, camarade MARTINEZ, la CGT ne doit pas aller discuter avec DELEVOYE, PHILIPPE et MACRON. Car, contrairement à ce que prétend la note confédérale du 22 octobre, DELEVOYE ne propose nullement de discuter « sur la base de notre calendrier et de nos thématiques ». Ils ne cherchent qu'à associer la CGT à leur projet de destruction pour empêcher la mobilisation des travailleurs.

C'est pourquoi, il faut être clair et net. Si nous voulons aider vraiment et efficacement à la mobilisation de tous les travailleurs, si nous voulons vraiment redonner confiance à nos collègues dans l'action collective, alors notre CGT doit dire haut et fort : Le projet MACRON-DELEVOYE n'est ni amendable ni négociable ! Retrait total du projet ! Pas de régime universel par points ! Défense inconditionnelle des régimes particuliers des travailleurs !

Camarades, ce gouvernement est notre ennemi. Si nous voulons le faire reculer, si nous voulons obtenir qu'il retire son projet sur les retraites, il faudra l'affronter et le vaincre. Par conséquent, notre CGT doit, à tous les niveaux, à commencer par la direction confédérale, refuser publiquement et quitter toute « concertation » sur le plan DELEVOYE : aucun « dialogue » avec les massacreurs de nos retraites.

C'est là la première condition pour que le combat puisse s'engager efficacement et qu'il ait des chances d'être victorieux.

L'abondance des matières contraint la rédaction à diriger le lecteur vers le site *CPS* où il pourra retrouver l'intégralité des interventions militantes.

Ainsi, faute de place, nous ne pouvons publier un certain nombre de motions de congrès départementaux FSU contre la répression en Algérie et pour que les dirigeants appellent à manifester devant l'ambassade d'Algérie à Paris et les consulats en province (FSU 69, FSU 34, FSU 84 notamment) ni diffuser toutes les motions adoptées (lycée Riom 63, collège Tavan 84,...) contre la réforme-destruction des retraites et pour que les directions syndicales rompent la concertation.

---- oOo ----

**Visitez le site <http://socialisme.free.fr>**  
**Écrivez-nous, prenez contact : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)**  
**Abonnez-vous à « Combattre pour le socialisme »**  
(Bulletin d'abonnement en page 15)

## **On nous communique**

### ***Adresse de la Commission Exécutive (CGT Finances Publiques des Bouches-du-Rhône) adoptée à l'unanimité des 24 présents***

La Commission Exécutive de la section des Bouches-du-Rhône Finances Publiques, réunie le 21 novembre à Marseille, a longuement débattu du contenu du projet de réformes des retraites par points.

Elle considère qu'il s'agit d'un recul historique des droits à retraite, que ce projet n'est ni amendable, ni négociable : il doit être retiré.

E. Philippe l'a dit : le gouvernement fera preuve d'une détermination sans faille.

Face à une telle intransigeance, dans notre département, les organisations de la CGT se préparent au combat pour obliger le gouvernement à retirer son projet.

Dans cette situation, la responsabilité de la CGT est d'adresser un message clair aux travailleurs de ce pays en se prononçant pour le retrait du projet de réforme des retraites par points et en annonçant publiquement qu'elle refuse de se rendre à la réunion de concertation alibi convoquée par E. Philippe le 25.

C'est le message que nous demandons à notre Union Départementale et à la fédération des Finances de porter à la direction confédérale.

Au niveau Fonction publique, nous demandons à la direction de l'UFSE de quitter sans délai la concertation gouvernementale de liquidation de notre Code des Pensions.

Marseille, le 21 novembre 2019

---- oOo ----

### ***Intervention du représentant du courant Front Unique au Bureau national de la FSU (18/11/2019)***

Au moment où le gouvernement Macron-Philippe veut faire entrer son projet de contre-réforme des retraites dans sa phase décisive, il pourrait se rassurer en examinant son bilan composé d'autant de coups portés à des acquis majeurs du prolétariat et de la jeunesse :

- De la liquidation de pans entiers du droit du travail à la loi de sélection à l'Université avec Parcoursup,
- De la contre-réforme du bac et du lycée aux graves atteintes contre l'enseignement professionnel,
- De la baisse des APL aux frais d'inscription multipliés par 16 pour les étudiants étrangers hors UE,
- De la loi Blanquer au décret imposant aux enseignants de travailler pendant une semaine de vacances scolaires,
- De la liquidation du statut des cheminots à la loi de destruction de la Fonction publique,
- Des décrets scélérats contre les chômeurs à la politique ignoble contre les migrants,
- Sans oublier une politique délibérée et assumée de violences généralisées contre les manifestants.

Et ce bilan est loin d'être exhaustif.

Et pourtant, on sent aujourd'hui une certaine fébrilité du côté du pouvoir.

Plusieurs suicides ont mis en accusation le gouvernement et sa politique.

Le 13 septembre, par leur grève massive, les agents de la RATP ont témoigné de leur disponibilité pour engager le combat contre le gouvernement, contre sa contre-réforme des retraites.

A la SNCF, coup sur coup, deux grèves (qualifiées de « sauvages » par le gouvernement) ont déferlé hors du cadre de la concertation et du « dialogue social ».

Et une mobilisation de tout le secteur hospitalier s'est dressée de fait contre le budget de la Sécurité sociale adopté en 1<sup>ère</sup> lecture.

Le gouvernement craint que la concertation généralisée, qui lui a permis de préparer et d'appliquer ses attaques, ne puisse plus être assumée par les dirigeants syndicaux.

Il craint que ceux-ci soient amenés à rompre avec lui et à exiger le retrait de sa contre-réforme des retraites.

Il craint que les dirigeants des syndicats de la FSU ne puissent plus justifier de poursuivre la concertation sur la pseudo-revalorisation des enseignants qui d'une part entérine la contre-réforme des retraites et d'autre part vise à les faire travailler davantage et à renoncer à une partie de leurs vacances.

Le gouvernement craint que l'exigence du retrait pur et simple du projet de contre-réforme des retraites, qui gagne du terrain dans les réunions de personnels et dans les instances syndicales, finisse par devenir l'objectif fixée à la mobilisation programmée pour le 5 décembre.

Il sait qu'au sein même des organisations syndicales, ce mot d'ordre gagne du terrain et que son adoption risquerait d'entraîner le refus de concertation. En effet, comment les dirigeants syndicaux pourraient-ils encore justifier de discuter d'une contre-réforme dont ils exigeraient le retrait.

Toutes ces craintes hantent le pouvoir qui sait qu'un front uni dressé contre lui sur cet objectif clair le placerait dans une situation incertaine.

A deux semaines du 5 décembre, le 1<sup>er</sup> ministre a besoin de pouvoir s'afficher avec les dirigeants syndicaux. C'est pourquoi il les a invités à Matignon. Mais Macron et Philippe ont déclaré que le système à points et la liquidation de tous les régimes spéciaux étaient intangibles. Comment les dirigeants syndicaux pourraient-ils répondre à l'invitation du pouvoir et se faire photographier sur le perron de Matignon aux côtés du chef du gouvernement ?

Au contraire, les responsables syndicaux doivent refuser cette invitation, rompre avec le gouvernement et exiger le retrait pur et simple du projet de contre-réforme des retraites. Cette exigence devant être l'objectif de la mobilisation qui se prépare.

### **Motion présentée par le représentant du courant Front unique**

Le BDFN de la FSU, réuni le 18 novembre 2019, considère que le projet de contre-réforme des retraites basé sur un système à points et supprimant tous les régimes spéciaux dont le code des pensions est une attaque historique contre les travailleurs et les jeunes. Le BDFN en exige le retrait pur et simple et décide de refuser toute concertation sur ce projet. Aussi, Le BDFN décide que notre fédération refusera de répondre à l'invitation du 1<sup>er</sup> ministre la semaine prochaine.

*2 pour / 18 contre / 9 refus de vote*

----- oOo -----

### ***Motion de l'AG du syndicat interprofessionnel de retraités d'Arcueil-Cachan-Gentilly***

Pour notre syndicat, il n'y rien de négociable dans le projet de Macron-Delevoye de destruction de la retraite et des régimes particuliers. Le syndicat s'adresse aux dirigeants de la confédération : rupture de toute négociation avec le gouvernement.

Votée à l'unanimité) (23/09)

Adoptée aussi par la Commission exécutive de l'Union locale Arcueil-Cachan-Gentilly à l'unanimité le 26/09



## Chili

### **Comment chasser Piñera ? Comment faire pour en finir avec 30 ans d'héritage de la dictature de Pinochet ?**

#### **De l'augmentation du prix du métro au 25 octobre, manifestation de plus d'un million à Santiago**

Quelques jours à peine après le brusque soulèvement en Équateur contre le plan du FMI et notamment la fin du subventionnement des hydrocarbures, les masses chiliennes entraînent en mouvement contre l'augmentation du prix de ticket de métro décidée par le président Sebastián Piñera. Dans un premier temps, entre le 14 et le 18 octobre, les lycéens de Santiago avaient envahi à plusieurs reprises les stations de métro de la ville, pour sauter par-dessus les tourniquets et organiser des fraudes collectives afin de protester contre cette augmentation. Ces actions se sont répandues comme une traînée de poudre, d'autant que le gouvernement, en tentant de fermer le métro, a généré des émeutes le vendredi 18 octobre, qui se sont maintenues tout le week-end. À cela, le gouvernement a répondu par l'état d'urgence et par l'intervention de l'armée dans le maintien de l'ordre - une première depuis 1989 et la fin de la dictature -, sous le commandement du général Iturriaga. Cela n'a pas empêché les émeutes, malgré l'incroyable brutalité de la répression. Les émeutiers s'en sont pris aux stations de métro, aux sièges du Banco de Chile ou d'autres entreprises, comme ENEL (électricité); tandis que les arrestations, les blessés, et les morts augmentaient à une vitesse vertigineuse.

Le 20, Piñera faisait des déclarations martiales proclamant que le pays était « *en guerre contre la violence et la délinquance* », tandis que son épouse comparait les événements à une invasion, une attaque « *étrangère, extraterrestre* ». Ces déclarations, premières réactions épidermiques de classe, appuyées sur l'intervention militaire, n'ont pourtant permis en rien le retour à la normale.

Le 21 octobre, alors que des manifestations défiaient l'état d'urgence et le couvre-feu, les directions des organisations syndicales lançaient un appel à la grève générale pour les 23 et 24 octobre. Les partis de l'opposition étaient conviés par Piñera à l'ouverture d'un dialogue pour la paix, mais les deux partis issus du mouvement ouvrier chilien, le PSCh, et le PCCh, refusaient d'y participer, exigeant d'abord la levée de l'état d'urgence. Le 22, Piñera était obligé de manœuvrer en recul pour sauver l'essentiel, en annonçant qu'il renonçait à l'augmentation du prix du ticket de métro, et qu'il proposait une augmentation de 20 % du minimum

vieillesse et d'autres mesures. La Table d'unité sociale, représentant les principales organisations syndicales, dont la CUT (confédération unique des travailleurs et principale confédération syndicale), et la CONFECH (syndicat des étudiants), ainsi que d'autres organisations, comme no + AFP (Assez de fonds de pension, mouvement créé en 2013 contre les entreprises gérant les fonds de pension), appelait à la grève générale en ces termes : « *Nous demandons au gouvernement de restaurer l'ordre institutionnel démocratique, ce qui signifie en premier lieu l'abandon de l'état d'urgence et le retour des militaires dans leurs casernes* ». C'est « *seulement après la fin de l'état d'urgence qu'il y aura des conditions qui permettent d'entamer de manière réelle un dialogue social et politique, avec les organisations représentant les travailleurs et le mouvement social...* ». Il est manifeste que la décision de l'appel a été prise dans le cadre d'une lame de fond surgissant du cœur du prolétariat, et si les organisations syndicales se disent alors disponibles pour le dialogue, elles sont contraintes de poser une condition, la levée de l'état d'urgence.

Les 23 et 24, la grève paralyse Santiago, et des manifestations ont lieu malgré leur interdiction. La grève est suivie massivement dans tout le pays, à Valparaíso, mais aussi au Nord, à Arica, Antofagasta. L'état d'urgence concerne d'ailleurs plus de la moitié des provinces. Le 25, même si les organisations syndicales n'ont pas appelé à la grève ce jour-là, cette dernière se poursuit, et une gigantesque manifestation rassemblant un million de manifestants a lieu à Santiago, la plus importante manifestation depuis la « transition démocratique ». Le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs.

Il va de soi que les racines de ce soulèvement sont profondes et touchent non seulement à la politique de Piñera, au déchaînement des brutalités policières et militaires dans la répression; mais aussi aux fondements sur lesquels repose la société chilienne depuis la dictature et les trente années qui ont suivi. C'est d'ailleurs ce que matérialise le slogan « *no son 30 pesos, son 30 años* », ce n'est pas pour trente pesos, c'est pour les trente dernières années.

#### **Ce que le mouvement met en cause**

Si les semaines d'octobre 2019 sont le plus grand mouvement de classe depuis la fin de la dictature de Pinochet, on ne peut pas dire pour autant qu'elles surgissent de rien. Déjà en 2006 et 2011, la jeunesse lycéenne et étudiante s'était soulevée contre le fait que l'enseignement soit largement privatisé, très inégalitaire, et qu'il contraigne

les jeunes et les familles à s'endetter lourdement pour pouvoir étudier. En 2013 s'est créé no + AFP (voir plus haut) contre les entreprises de gestion des fonds de pension. À nouveau aujourd'hui, au cœur des besoins et des préoccupations, l'éducation, la santé, les retraites sont parmi les priorités des prolétaires et de la jeunesse chilienne. Les

salaires des travailleurs sont très bas, et les inégalités sociales sont aussi parmi les plus élevées au monde. Le Chili a un coefficient de Gini de 0,46 (instrument de mesure des inégalités de revenus) un des plus élevés de l'OCDE. La violence des inégalités et des rapports sociaux au Chili a une origine historique, c'est l'héritage de la dictature de Pinochet. Pour ce qui est des développements historiques dans le détail, on peut se reporter au numéro 45 de CPS, lisible ici :

([http://socialisme.free.fr/bulletin/cps45\\_chili.pdf](http://socialisme.free.fr/bulletin/cps45_chili.pdf)).

Néanmoins, il est nécessaire de rappeler que le général Pinochet s'est entouré d'une équipe d'économistes formés à l'école de Chicago, dans l'entourage de Milton Friedmann, et que cette dernière a présenté son programme aux militaires qui l'ont mis en œuvre. On considère donc généralement que le Chili est le laboratoire du « néolibéralisme ».

C'est ainsi que l'enseignement et le système de santé public ont été démantelés, mettant les « usagers » à la merci du secteur privé, qu'ils doivent engraisser en le finançant soit par des droits élevés, soit par des assurances qui permettent plus ou moins d'accéder au système de soin. Sans ses assurances, il est impossible de se faire soigner au Chili.

De même les pensions versées aux travailleurs par les fonds de pensions sont misérables. La mise en place de ce système, par capitalisation, a été menée par le propre frère de Sebastián Piñera, lui-même ministre de l'économie à l'époque de la dictature.

Ces mesures ont été rendues possibles après la destruction du mouvement ouvrier organisé chilien, l'élimination physique des militants, et elles ont été maintenues après la dictature malgré la reconstruction des partis et des syndicats. Il faut en effet rappeler toutes les limites de cette « transition ».

Après 10 ans d'écrasement, la lutte des classes ressurgit en 1983 avec d'importantes manifestations contre la dictature, et malgré la répression, des syndicats clandestins se reconstituèrent. Afin de reprendre la main, Pinochet tenta

une manœuvre plébiscitaire en 1988 qui se retourna contre lui. Ayant perdu dans les urnes (malgré les conditions antidémocratiques du scrutin), Pinochet organisa alors la transition, en mettant sous son contrôle le passage du « pouvoir », ou d'une partie de celui-ci, aux civils. Même s'il renonça à la présidence, celle-ci passant aux mains du démocrate-chrétien Patricio Aylwin en 1990, Pinochet garda la direction de l'armée de 1989 à 1998. Et c'est dans ces termes qu'il assura la transition : « *Ce n'est pas une menace, je ne suis pas habitué à menacer. Je n'ai jamais fait de menaces de ma vie. J'avertis seulement une fois : pas question qu'on touche à un de mes hommes. Le jour où quelqu'un touche à un de mes hommes, l'état de droit est terminé. Je le dis une seule fois, je ne le répèterai pas, qu'il soit bien clair pour tout le monde que ce sera ainsi.* » (13/10/1989) Pas un galon des militaires ne sera touché.

Or cette transition a été assurée, par les partis de la « *concertación* » - c'est-à-dire essentiellement la coalition entre les démocrates-chrétiens et le PS chilien -, qui ont assumé à tour de rôle la présidence de la république jusqu'à la première élection de Piñera en 2009. Ce sont ces partis, qui n'ont pas touché un cheveu des militaires (Pinochet a encore été sénateur à vie jusqu'en 2006, malgré des procès, qui ont, pour la plupart, abouti à sa relaxe). Mais surtout, ils n'ont pas touché à leur héritage politique et économique, faisant du Chili un modèle de stabilité, l'oasis de l'Amérique du Sud, l'allié fidèle des États-Unis dans toutes ses initiatives politiques de domination économique et politique du continent. Ils ont maintenu la constitution de 1980, rédigée et promulguée dans le cadre de la dictature.

Le soulèvement d'octobre 2019, en rejetant la politique économique, sociale, la répression militaire, pose la question du régime, pose la question d'en finir avec ces trente ans de continuité politique, sociale, judiciaire avec la dictature de Pinochet, avec la domination pleine de morgue de la bourgeoisie chilienne, relais de l'impérialisme.

---

### Les directions des organisations du mouvement ouvrier chilien au secours de Piñera

---

Partout surgit la volonté de chasser Piñera, elle s'exprime dans les manifestations, dans les assemblées qui réunissent localement les jeunes, les travailleurs, les militants des organisations, ou encore dans la manifestation du 27 octobre à Valparaiso, un dimanche néanmoins, dirigée contre le congrès des députés, où les manifestants veulent exprimer leur volonté de voir le Parlement arrêter d'adopter la législation proposée par Piñera. Pour autant, les directions du mouvement ouvrier offrent leurs bons services pour trouver des solutions par le dialogue.

Le 25 octobre, la Table d'unité sociale (des organisations syndicales autour de la CUT) adopte une plateforme revendicative qu'elle met à la disposition de tous pour ouvrir le dialogue. On y trouve : « *un salaire minimum dans les secteurs publics et privés à 500 000 pesos, la reconnaissance pleine et entière de la liberté syndicale, conventions collectives de branche, respect du droit de grève comme un droit fondamental, une pension minimale égale au salaire minimum, accès aux services de base, prix juste du transport, gratuité pour les personnes âgées, pour un droit à l'éducation, à la santé, au logement... une*

*assemblée constituante, et une augmentation du budget 2020 de plus de 6 %...* » Pourtant, le sens de la démarche est donné par la dirigeante de la CUT, Bárbara Figueroa, notamment quand on lui pose la question du dialogue avec le gouvernement : « *le débat de fond doit se faire en rapport avec les revendications, c'est ce qui a mobilisé des millions de Chiliens et de Chiliennes dans les rues. Il y a aussi clairement la question de la militarisation, et de la violation flagrante des droits de l'homme, c'est une question qu'il faut aborder en profondeur (...) les responsabilités politiques sont fondamentales dans cette question. Une de ces responsabilités est celle qu'assume le gouvernement en disant : mon équipe, mon cabinet a échoué, ainsi nous devons changer de direction. Mais cela n'est pas suffisant, il l'a lui-même précisé. Ici le débat n'est pas sur combien de ministres en plus, combien de ministres en moins, des visages nouveaux ou connus. Le débat c'est est-ce que Sebastian Piñera et le Parlement sont prêts à prendre en considération la plateforme revendicative, s'ils sont prêts à parler de ces sujets, ou s'ils préfèrent parler des choses accessoires, qui les représentera, qui se mettra*

*autour de la table, mais sans réellement entamer une discussion effective.* »

Ce serait donc à Piñera de prendre les mesures qui satisferaient les travailleurs ? Ces mesures sont-elles compatibles avec le maintien du gouvernement de la droite liée à la dictature au pouvoir ? Bien sûr que non : l'essentiel ici est de faire en sorte que Piñera et l'ordre institutionnel soient affectés le moins possible.

Le 28, le gouvernement de Piñera a levé l'état d'urgence et annoncé la formation d'un nouveau gouvernement, ce qui manifeste l'affaiblissement de sa position, mais aussi le fait qu'il garde l'initiative. L'état d'urgence est levé, mais la répression des manifestations reste féroce. Et le gouvernement condamne de nouveau les violences, avec l'assentiment des dirigeants du PCCh et de ceux du Frente Amplio (front élargi). Le 30, la Table d'unité sociale appelle une nouvelle journée de grève générale et une manifestation de 500 000 personnes a lieu à Santiago. Piñera, la mort dans l'âme, annonce l'annulation de plusieurs sommets internationaux qui devaient se tenir à Santiago faute de pouvoir garantir la stabilisation de la situation : le sommet de l'APEC, groupe de libre-échange du Pacifique, et la COP 25 sont reportés ou transférés. Néanmoins à chaque étape et à chaque moment, Piñera s'est réclamé de la « guerre » contre la violence et a utilisé les armes de la répression, même après la levée de l'état d'urgence. Il a réuni le Conseil de sécurité nationale, institution militaire héritée de l'ère Pinochet, et le bilan de la répression atteint des sommets, (plus de vingt morts, 200 personnes ont perdu un œil, des milliers de blessés, 10 000 arrestations).

Le gouvernement Piñera est très affaibli mais il tient toujours, et le 31, le PSCh se rend à son invitation pour

engager le dialogue pour la paix. Le parti démocrate-chrétien, le parti « Révolution démocratique » et le PS se rendent au chevet du gouvernement. La démocratie chrétienne donne le ton : « *nous devons apporter une réponse [à la situation], mais nous sommes en train de perdre une occasion de rendre le Chili plus démocratique. Nous avons besoin d'un Chili plus décentralisé, d'institutions légitimes, où l'État joue un rôle subsidiaire plus actif, et tout cela doit se retrouver dans une nouvelle constitution.* » Le représentant du PS déclare « [Piñera] ne prend pas conscience du malaise du Chili. C'est pour cela que ses réponses ne sont pas adéquates. En même temps qu'il faut arrêter l'agenda des mauvaises réformes, il faut impulser celui des bonnes. ». C'est sur le terrain des réformes, et des réformes constitutionnelles que l'opposition engage elle aussi le dialogue. Encore une fois, à aucun moment la légitimité de Piñera n'est mise en question. Quant au PCCh, plus « radical » il ne s'est pas rendu à l'invitation, mais en déclarant que ceux qui devraient être consultés, sont les représentants de la Table d'unité sociale.

Le patronat, par la voix d'Alfonso Swett, président de la confédération de la production du commerce, déclare : « *Nous savons que nous avons le devoir de faire partie de la solution, nous savons que nous devons tendre la main, et aussi la mettre au portefeuille, et que ce sera douloureux.* ». La présidente de la CUT répond : « *s'il n'y avait eu cette explosion sociale, Alfonso Swett n'aurait pas été disposé au dialogue qu'il propose aujourd'hui. Et nous le saluons, qu'il soit bienvenu le dialogue. Il y a une plateforme des revendications des travailleurs que le bloc syndical a mis à disposition.* »

---

### Quelle issue pour les masses ?

---

Piñera affaibli, mais maintenu en place grâce à la politique des directions du mouvement ouvrier, poursuit sa politique, en particulier sa politique répressive face à la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs qui se poursuit sans relâche depuis la fin du mois d'octobre. En effet, la première exigence des masses, c'est que Piñera quitte le pouvoir, que la répression, qui a été sanglante, cesse : toute condition nécessaire à la satisfaction de la moindre revendication.

Dans toutes les manifestations, dans les résolutions des assemblées, cette exigence s'exprime. Il faut imposer aux directions du mouvement ouvrier un front unique pour chasser Piñera. Jamais les organisations syndicales n'ont mis en avant ce mot d'ordre, dans aucune des journées de grève générale, celles des 23 et 24, puis du 30 octobre : on ne le trouve pas non plus dans l'appel à celle du 12 novembre. Les formules comme « pour un Chili juste », « le Chili s'est éveillé » ne règlent rien. Le 8 novembre, un des représentants syndicaux expliquait : « *Nous appelons à une grande grève générale (...) ce sera un jour historique, une journée où nous réaliserons l'unité des travailleurs, et nous demandons à l'ensemble de la société qu'elle se joigne à nous pour que nous puissions faire les changements réels nécessaires à ce pays.* ». L'appel à des journées de grève dite générale, quatre en quelques semaines, ne fait que souligner que la question de l'appel à la grève générale, jusqu'à la victoire, est posé. Pour autant, la grève ne règlera

pas par elle-même la question centrale, celle du pouvoir, celle qui permettra les changements réels. Or en empilant les journées de grève générale, sans poser la question du pouvoir, les directions syndicales agissent comme des facteurs de démobilitation.

Les appareils propagent l'illusion qu'une assemblée constituante serait la voie pour satisfaire les revendications et aspirations des masses. À première vue, cette perspective semble très radicale car elle pose la question du régime politique hérité de la transition contrôlée par Pinochet lui-même, dans lequel le régime actuel est totalement moulé. L'aspiration de la jeunesse et des travailleurs d'en finir avec un tel régime est totalement légitime, et à chaque pas leur mobilisation pose cette question, ne serait-ce que par la confrontation brutale avec la police et l'armée sorties intactes de la dictature. Il est hors de doute que le mot d'ordre du mouvement ouvrier doit être : à bas la constitution pinochétiste... Mais cette « assemblée constituante » est-elle l'outil qui permettra d'en finir avec ce régime ? Les dirigeants des organisations du mouvement ouvrier qui propagent ce mot d'ordre le font sans jamais poser la question du pouvoir. En réalité ils ont rendu possible la manœuvre que le gouvernement a entamée.

Le 11 novembre, le gouvernement a saisi l'occasion en annonçant une réforme constitutionnelle. Le porte-parole du gouvernement parle d'un « congrès constituant », c'est-à-

dire du congrès des députés investi de pouvoirs constitutionnels. M. Bachelet (du PSCh), ancienne présidente de la République, propose une « convention » désignée à 50 % par le Parlement et 50 % par l'élection. Un accord parlementaire a été trouvé sur la proposition du gouvernement, avec les représentations de la majorité comme de l'opposition, du PS ou même du Frente Amplio. Cela doit aboutir à un référendum, prévu en avril, qui devra soumettre au vote les formules de « convention constitutionnelle » retenues, toutes compatibles avec le maintien de Piñera et de l'actuelle majorité parlementaire, qui pourrait garder un pouvoir de contrôle sur le « processus » constituant. Toutes ces formules sont des rustines pour permettre à Piñera de se maintenir au pouvoir, au régime de se maintenir, « *faire que tout change, pour que rien ne change* », selon la formule devenue classique de G. Tomasi di Lampedusa. Non seulement l'opération sur le terrain de la constituante est un moyen de défense immédiat pour le gouvernement, mais cela lui offre une possibilité d'organiser un référendum à fonction plébiscitaire au printemps prochain.

Les promoteurs en tout genre de la « constituante » ont contribué à ouvrir une possibilité politique que Piñera a saisie pour tenter de desserrer l'étau de la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse. À l'opposé de la « constituante », la question cruciale qui se pose aux masses est celle du gouvernement, du pouvoir, question en dehors de laquelle il est impossible de poser la question constitutionnelle même. Toute revendication sérieuse, démocratique ou sociale, pose aujourd'hui la question du pouvoir et du régime. Quel gouvernement mettra en œuvre une politique correspondant aux aspirations des masses ? Le gouvernement de Piñera ?

Aujourd'hui au Chili, le mot d'ordre qui permettra de mettre en œuvre un programme pour en terminer avec les conditions d'existence misérables des travailleurs et de la jeunesse, et avec le régime qui les y maintient, c'est celui de la réalisation du front unique des organisations ouvrières, syndicat et partis, PS et PC, pour chasser Piñera, par l'appel à la grève générale. La défaite de Piñera permettrait la

constitution d'un gouvernement du front unique ouvrier, ce qui représente une rupture totale avec la politique actuelle de soutien à Piñera par le dialogue. Cela signifie pour le PS et le PC la rupture de leur alliance de coalition électorale avec les partis bourgeois et petits bourgeois, la Nueva mayoría, alliance du PS et du PC avec des partis bourgeois, ou le Frente Amplio, coalition de partis de gauche et petits bourgeois. Cela nécessite aussi la rupture de la CUT avec sa politique de proposition au gouvernement Piñera. Cela implique immédiatement de se prononcer contre la réalisation du référendum plébiscitaire annoncé par Piñera. C'est seulement à un tel gouvernement du PS et du PC, organisations historiques du prolétariat chilien, appuyé sur la CUT, que les masses pourraient adresser leurs revendications :

- droit aux études gratuites, nationalisation du secteur de l'enseignement, à tous les niveaux ;
- droit à la santé, nationalisation du secteur de la santé, accès au soin gratuit pour tous ;
- droit à une pension, liquidation des fonds de pension, mise en place d'un système de retraite par répartition financé par la contribution des employeurs ;
- lutte contre la vie chère, augmentation des salaires, défense des salaires par l'échelle mobile ;
- en finir avec le régime issu de la transition de Pinochet ; à bas la constitution pinochetiste ;
- en finir avec l'impunité des généraux et des dirigeants de la dictature ;
- réforme agraire.

Ces revendications ne peuvent être satisfaites que dans le cadre d'un gouvernement ouvrier, le gouvernement du front unique. La tâche de militants, d'une avant-garde au Chili serait de constituer le regroupement de ceux qui militent pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie, pour le front unique pour chasser Piñera, et pour un gouvernement du front unique ouvrier, dont le programme permettrait d'en finir avec 30 ans de continuité économique, sociale et politique avec la dictature de Pinochet.

17 novembre 2019



## Où va l'Algérie ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, les événements qui se déroulent en Algérie connaissent une évolution rapide, qui s'accélère à mesure que se rapproche la date du 12 décembre retenue par le pouvoir pour l'élection présidentielle. Il n'est pas un jour qui n'apporte de nouveaux éléments pouvant avoir une répercussion importante, voire déterminante, sur l'évolution d'une situation marquée par l'approche de cette élection que le pouvoir veut imposer coûte que coûte mais que les masses rejettent catégoriquement. L'élection aura-t-elle lieu ? À ce stade, nul ne peut dire quelle sera l'issue de ce face-à-face

qui se prolonge depuis plus de neuf mois. Une durée qui témoigne à la fois de la force et de la faiblesse de cette mobilisation populaire d'une puissance exceptionnelle, dans laquelle le prolétariat et la jeunesse occupent une place décisive : sa force, exemplaire dans sa détermination et sa maturité politique pour en finir avec le régime ; sa faiblesse, car la durée même de ce face-à-face résulte de l'absence jusqu'à présent de perspective politique qui puisse ouvrir une issue conforme aux aspirations des masses en lutte. Car la question est bien : comment en finir avec le régime ?

### Les masses veulent la chute du régime

Vendredi 1<sup>er</sup> novembre 2019 (65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte de libération nationale contre le colonialisme français), l'Algérie connut des manifestations monstres contre la convocation de l'élection présidentielle que le pouvoir, dirigé de fait par Gaïd Salah, le chef d'état-major, tient à organiser coûte que coûte le 12 décembre prochain. Ce jour-là, on comptait, aux dires de la presse, 22 millions de manifestants dans les rues, soit près de la moitié de la population algérienne. À Alger, c'est un flot humain à la force d'un océan qui exigeait « un état civil, non militaire », « non à l'élection présidentielle, les généraux à la poubelle ! ».

Cela fait 9 mois que les manifestations se succèdent tous les mardis et tous les vendredis dans la plupart des grandes villes d'Algérie. Et depuis le 17 novembre, date de l'ouverture de la campagne électorale officielle, ce sont des manifestations quasi quotidiennes, de jour comme de nuit, qui se succèdent à travers tout le pays, notamment dans les régions où les candidats prétendent tenir des réunions publiques (en fait, avec un « public » soigneusement trié).

Le 17 novembre, nos camarades de *Maghreb socialiste*, dont les prises de positions peuvent être consultées sur le site [maghrebsocialiste.free.fr](http://maghrebsocialiste.free.fr), publiaient une déclaration dont voici un extrait :

*« Il est incontestable que les masses algériennes, travailleurs, étudiants, jeunes ont fait la preuve de leur disponibilité, de leur détermination à faire en sorte que l'élection n'ait pas lieu. Ils veulent en finir avec le régime, et ils savent que cela passe aujourd'hui par la non-tenue de cette élection. Ils l'ont spontanément exprimé à travers le verrouillage des bureaux d'enregistrement des listes électorales, ils l'ont récemment exprimé en conspuant les prétendants (Benflis à la sortie d'un restaurant à Alger, le représentant de Tebboune à Annaba) et il ne fait aucun doute que cela se reproduira à chaque sortie des candidats de la bande. D'ores et déjà on peut dire, sans prendre de grands risques, que la campagne électorale n'aura pas lieu*

*ou devra être encadrée par un dispositif sécuritaire sans précédent.*

*La puissance du mouvement spontané de la classe ouvrière et de la jeunesse montre qu'intuitivement ces dernières perçoivent que la date du 12 décembre devient cruciale à mesure que l'échéance approche, et c'est ce qui explique l'intensification de la mobilisation contre tous les symboles d'un régime corrompu et au service de l'impérialisme. »*

Les événements qui se produisent depuis, et dont on prendra connaissance plus loin dans cet article, confirment cette déclaration. Au bout de neuf mois de mobilisation, la détermination du prolétariat et de la jeunesse est intacte. Elle a eu raison de Bouteflika, elle a imposé le rejet de l'élection présidentielle deux fois de suite, en avril puis en juillet derniers (voir nos précédents numéros de *CPS*). Elle s'exprime par de nombreuses grèves (enseignants du primaire ; banques et assurances, à l'appel de leur Fédération syndicale nationale, travailleurs de l'électricité et du gaz, à l'appel du Snateg, journalistes, avocats, etc.). Mais le régime est toujours là.

En rejetant le 5<sup>e</sup> mandat auquel prétendait Bouteflika et ceux qui voulaient maintenir au pouvoir son « système », les masses algériennes signifiaient qu'elles désiraient ardemment en finir avec un régime qui, depuis 1962, avait confisqué leur victoire contre le colonialisme français. Ainsi, l'un des mots d'ordre le plus répandu lors des manifestations du 1<sup>er</sup> novembre était : « Istiqlal (indépendance) ! », « pour une seconde indépendance ! ». C'est tout dire. Une « seconde indépendance » à conquérir contre le pouvoir militaire qui vertèbre et encadre l'état bourgeois ; une « seconde indépendance » pour conquérir les libertés démocratiques et obtenir la satisfaction des revendications contre les conséquences de la crise du mode de production capitaliste. La mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse renoue avec leur mouvement révolutionnaire contre le colonialisme français et avec celui de 1988 contre les généraux.

### Le pouvoir se bat pour sauver le régime

À l'opposé, l'objectif du pouvoir demeure : préserver le régime, assurer la « continuité institutionnelle » pour assurer celle du « système ». Pour le pouvoir, il est vital que l'élection présidentielle convoquée le 12 décembre se tienne : ce serait pour lui une victoire politique sur les

masses qu'il chercherait inévitablement à utiliser pour poursuivre ses attaques contre les conditions de vie du prolétariat et de la jeunesse. À l'inverse, boycotter – c'est-à-dire interdire – la tenue de l'élection serait une victoire sans conteste du prolétariat et de la jeunesse.

La campagne électorale officielle a débuté le 17 novembre, sous l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), une « autorité » « indépendante » mais présidée par M. Charfi, procureur puis secrétaire à la Justice de 1989 à 1991, conseiller auprès de la présidence de la république de 1999 à 2002, ministre de la Justice en 2012 et 2013... Les cinq candidats retenus par cette « autorité indépendante » sont aussi des hommes du régime. Parmi eux, figurent quatre anciens ministres.

A. Benflis et A. Tebboune, eux furent Premiers ministres de Bouteflika. Ce sont les candidats dont les noms reviennent le plus souvent, « les plus en vus ». Benflis fut par ailleurs ministre de la Justice de 1988 à 1991. Il s'était illustré en 2001 dans la répression contre les Kabyles ; il est aussi l'auteur du décret interdisant toute manifestation dans la capitale depuis 2001... jusqu'à ce que les manifestants « abrogent » de fait cette disposition, depuis février 2019.

Un autre candidat fut ministre de la culture et secrétaire général du RND, le parti de l'ancien Premier ministre Ouyahia. Un autre encore fut ministre du Tourisme... Tous ont soutenu ou servi à des degrés divers les gouvernements précédents présidés par Bouteflika, tous ont appartenu à des cercles du pouvoir.

Les masses, qui rejettent l'élection présidentielle, ne s'y trompent pas. L'approche de l'échéance électorale renforce même leur détermination. Partout où les candidats tentent de tenir des meetings (en réalité, de bien modestes réunions qui, quand elles peuvent avoir lieu - sous haute protection policière -, ne rassemblent que quelques dizaines de personnes : membres du staff du candidat, notables ou militants du FLN ou de l'UGTA, participants rémunérés...), quand ils sont seulement aperçus, ils sont la cible des manifestants qui se regroupent spontanément pour empêcher leur rassemblement provocateur.

### Les lignes de force du mouvement des masses

Le journal *Liberté* rapporte qu'à Bordj Bou-Arréridj (willaya de Bejaïa), où A. Benflis devait tenir un meeting le 25 novembre, « des bus, presque vides, arrivaient des localités et des wilayas limitrophes. Les personnes qui n'arrivaient pas à se faufiler y entraient en cachant leur visage, sous les cris des manifestants : "Pas de vote ya s'hab el-cachir". "Je viens de Toubou. J'ai profité du transport gratuit", a tenu à dire ce jeune homme, qui ajoute qu'il n'ira pas voter. Depuis la matinée, les habitants de la ville s'étaient rassemblés aux cris de "Benflis dégage !", "Il n'y aura pas de vote à Bordj Bou-Arréridj !" »

Tout un article ne suffirait pas pour relater ce genre d'événements qui se produisent quotidiennement partout dans le pays. Les masses non seulement rejettent l'élection présidentielle, mais encore elles cherchent à l'interdire pratiquement, à la boycotter. C'est ainsi que, rapporte *El Watan* du 19 novembre, « des citoyens de la ville de Tichy ont muré, hier, le bureau qui devait abriter la représentation de l'ANIE. » Mais la répression s'étant abattue sur les manifestants, ces derniers sont revenus le lendemain, poursuit l'article, qui indique : « Une marée humaine a envahi les lieux hier, répondant en masse à un appel lancé la veille aux habitants de la daïra, qui englobe aussi les deux communes de Boukhefifa et de Tala Hamza. Ils sont venus des villages les plus reculés de la daïra et même des communes avoisinantes pour faire la démonstration du rejet populaire de la présidentielle et dénoncer la répression policière. L'appel a aussi été lancé pour une grève générale dans la journée. [...] Une atmosphère de mobilisation quasi générale a régné sur la ville (...). Les manifestants sont revenus à la charge pour procéder une nouvelle fois à la fermeture du local muré la veille, [mais cette fois] non plus avec des briques et du ciment, mais avec un poste à souder. Les manifestants ne lésinent pas sur les moyens pour dire leur résolution à ne pas lâcher leur mouvement. »

Les jeunes et les travailleurs ne se laissent pas intimider malgré la répression. À Skikda, autre exemple, le dimanche 24 novembre, alors qu'un appel lancé par les soutiens de Gaïd Salah ne réunissait que quelques dizaines de personnes, la foule se rassemblait spontanément sur le parcours de ce mince cortège, en prenait le contrôle et le déviait de ses objectifs initiaux pour imposer ses propres mots d'ordre. À Annaba, fief de Gaïd Salah, à Laghouat, à Tindouf, les masses cherchent à interdire la pseudo campagne électorale, allant jusqu'à

provoquer la démission de différents directeurs de campagne des candidats, comme ceux de Benflis et de Tebboune.

À Djaâfra, sept manifestants sont arrêtés. Aussitôt, raconte encore *Liberté* (20 novembre), « tous les jeunes des villages et des communes avoisinants » affluent. « La foule grossit d'heure en heure (...) "Libérez nos enfants", "Libérez Laâlami" [un blogueur arrêté], "On ne quittera pas les lieux avant la libération de nos enfants", scandaient les manifestants (...). Selon nos informations, les responsables auraient proposé aux citoyens, qui assiégeaient le commissariat de police, de quitter les lieux et de libérer 6 hirakistes en retour, mais en gardant Brahim Laâlami. La population a rejeté cette proposition et a réclamé la libération de tous les manifestants arrêtés sans distinction ». Le journal ajoute : « (...) cette intervention des forces de l'ordre a été opérée après que les jeunes, qui avaient organisé une marche dans la ville, ont muré la porte de la daïra de Djaâfra. La marche a démarré vers 10h, depuis l'entrée de la commune, pour parvenir au siège de l'APC [Assemblée populaire communale, ndlr] de Djaâfra, lieu du rassemblement (...) les manifestants drapés dans l'emblème national et le drapeau amazigh ont scandé des slogans hostiles au pouvoir : "Pouvoir assassin", "Dégagez tous", "Le peuple veut la chute de ce régime" ».

Ces éléments témoignent des lignes de force du mouvement des masses. Pour autant, face à ce rejet massif, la répression s'accroît, les médias publics sont muselés, les arrestations et les blessés (victimes de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc) se multiplient. Ces derniers jours, à mesure que l'échéance électorale se rapproche, on compte des centaines d'interpellations, des dizaines de manifestants arrêtés et condamnés en comparution immédiate à de la prison ferme et à de fortes amendes, comme à Tlemcen, Tiaret, Batna, Skikda, Annaba, Constantine, Oran, pour « entrave à la campagne électorale », « atteinte à la sûreté nationale » (pour avoir brandi le drapeau tamazight), « incitation à attroupement », etc.

Ces arrestations visent aussi des journalistes, des responsables d'organisations et de syndicats, comme Kaddour Chouicha, coordinateur national du Syndicat de l'enseignement supérieur solidaire (SESS, syndicat membre de la Confédération autonome des travailleurs et travailleuses en Algérie, CGATA) ou Rym Kadri, présidente de la Fédération des travailleurs de l'éducation affiliée à la COSYFOP (Confédération syndicale des forces productives)...

Le pouvoir se bat avec acharnement pour sauver le régime, pour imposer l'élection présidentielle du 12 décembre. Et son combat sur le plan économique, notamment avec l'adoption de la loi des Finances pour l'année 2020, la loi sur les

hydrocarbures et la révision de la règle des 49/51 pour faciliter les investissements de capitaux étrangers, complète son combat politique contre les masses.

---

### Situation économique : une catastrophe annoncée et, pour y faire face,...

---

Avec une économie rentière qui repose essentiellement sur les exportations des hydrocarbures, qui représentent 95 % des revenus extérieurs et plus de 60 % des recettes fiscales de l'état, l'Algérie se dirige inexorablement vers une très grave crise économique, amplifiée par la chute des prix du pétrole et la concurrence du gaz de schiste américain notamment. Le recours à la planche à billets a permis jusqu'à présent de retarder cette crise, mais elle a alimenté une inflation qui atteint 4 % sur un an en avril 2019, avec pour conséquence l'augmentation des prix des produits de consommation courante, et provoqué l'augmentation de la dette publique (cette dernière est passée de 9 % du PIB en 2015 à 37 % du PIB en 2018 ; elle pourrait atteindre 47 % du PIB en 2019, selon la société d'assurance-crédit Euler Hermès, leader mondial dans son domaine).

En juin 2019, le FMI estimait que l'Algérie avait besoin d'un baril de pétrole à 116 dollars pour équilibrer son budget. Le prix du baril de pétrole se situe aujourd'hui à près de la moitié, sans qu'une remontée des cours ne soit envisageable dans l'état au bord de la récession qui marque l'économie mondiale.

Cette information suffirait à elle seule pour comprendre l'acharnement des hommes au pouvoir en Algérie à défendre leurs places et leurs prébendes.

Les réserves de change, qui permettaient jusqu'à présent, soit dit en passant, de calmer les mécontentements de la population à coup de subventions, sont passées de 194 milliards de dollars en 2013 à 72 milliards en avril 2019 (elles étaient encore de près de 80 milliards à la fin de l'année 2018). De quoi, selon les experts, « couvrir à peu près treize mois d'importations alors que l'Algérie importe 70 % des produits qu'elle consomme... », ce qui souligne d'ailleurs la dépendance de l'Algérie envers les pays impérialistes. À cela, s'ajoute la dévaluation du dinar, dont la valeur n'arrête pas de dégringoler (en 5 ans, la monnaie a perdu près de 50 % de sa valeur), une chute due notamment à l'effondrement des prix du pétrole et qui entraîne le renchérissement des importations. Une peine supplémentaire pour les masses, qui vient s'ajouter au chômage (exemple : dans le seul secteur du BTP, depuis avril, il y a eu 275 000 suppressions de postes et on en attend encore 175 000 pour les mois à venir).

---

### ... une loi des Finances sur mesure contre les masses exploitées

---

Par là, le projet de loi des Finances pour l'année 2020 adopté par l'Assemblée populaire nationale (APN) le 12 septembre dernier, établi sur la base d'un baril à 50 dollars, doit envisager « un retour progressif de la courbe budgétaire suivant la logique de rigueur, de rationalisation et d'assainissement des finances publiques », a déclaré Mohamed Loukal, ministre des Finances. Ce qui se traduit par une réduction de 9,2 % dépenses publiques et de 20,1 % des dépenses d'équipement. Suite au vote de l'Assemblée, le ministre a pu louer « le haut sens de responsabilité » des députés...

Conclusion, cette loi des Finances s'attaque aux conditions de vie des masses exploitées pour compenser la baisse des revenus générés par l'exportation des hydrocarbures et l'érosion des réserves de change. De plus, le gouvernement envisage de recourir à l'emprunt auprès « des institutions financières mondiales » (FMI, Banque mondiale...), de lever les restrictions prévues dans le cadre de la règle 49/51 (voir plus haut), de livrer les hydrocarbures aux appétits des trusts impérialistes, de baisser les importations de première nécessité de 13,3 milliards de dollars, etc.

Pour compléter le tableau, notons que la part de l'agriculture dans le PIB stagne et que celle de l'industrie est en fort recul. Selon la société d'assurance-crédit Euler Hermès, citée par

*Liberté* du 19 novembre, « la croissance économique a ralenti pour s'établir à +0,3 % au deuxième trimestre 2019, "le plus bas taux depuis les années 90" ». En clair, la récession est à l'ordre du jour.

Le même quotidien indique également qu'en juillet dernier, Euler Hermès avait fait état d'une baisse des recettes fiscales liées au pétrole : « L'épuisement de la production [et non pas des ressources, ndr] dans le secteur des hydrocarbures est le principal problème qui pèse sur la croissance potentielle ». Et plus loin : « la production [de pétrole] a perdu -14,6 % en volume au cours des deux dernières années (et -36,2 % depuis 2005) ». Le pouvoir est incapable de mener l'exploitation des ressources naturelles vitales à ce stade pour le pays. D'où le recours envisagé aux investissements étrangers, qui constitue la raison d'être de la loi sur les hydrocarbures concoctée par le gouvernement Bedoui et adoptée par l'APN le 14 novembre, cela en dépit des manifestations qui eurent lieu dans plusieurs villes d'Algérie, malgré les dispositifs policiers mis en place et les arrestations. Relevons les mots de ces manifestations : « ils ont vendu le pays » et « le peuple veut la chute du Parlement », indiquant par là que la seule voie pour combattre la crise serait la nationalisation des grandes entreprises sous contrôle ouvrier.

---

### Les forces qui s'opposent au boycott de l'élection présidentielle

---

Le boycott de l'élection présidentielle donnerait un coup fatal au pouvoir. Il ouvrirait la voie à la liquidation de l'assemblée croupion et à l'élection d'une assemblée nationale souveraine. Les forces politiques attachées à la défense du régime l'ont bien compris.

Selon *El Moujahid* (organe à la solde du pouvoir) du 16 novembre, « le président de l'Assemblée nationale, Slimane Chenine, s'est dit, "optimiste" quant au choix du peuple algérien d'aller vers les urnes pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, saluant le rôle des députés dans

*l'encadrement juridique de cette échéance électorale.* » Il ajoute : « "Nous demeurons optimistes quant au choix du peuple algérien qui sera favorable aux élections", a indiqué M. Chenine [qui] a également évoqué le rôle des députés dans l'encadrement de la prochaine présidentielle (...) Dans le même contexte, le président de la Chambre basse du Parlement a abordé le rôle de l'institution militaire, saluant "le haut sens de professionnalisme" de l'Armée nationale populaire (ANP). »

L'Assemblée populaire nationale (APN) fait écho aux ordres du pouvoir, à ceux du haut commandement militaire qui, sur un ton volontairement provocateur, déclare à Ouargla, par la bouche de Gaïd Salah, le 19 novembre : « nous saluons l'élan populaire en faveur des élections », notant « avec admiration les appels et les slogans du peuple en faveur d'une participation massive au vote ».

Ces provocations, aussi énormes soient-elles, ont un sens : marteler que la tenue de l'élection présidentielle est cruciale pour le pouvoir. Et il se fait entendre, et pas seulement par ses affidés (nous passerons rapidement sur la prise de position de L'UGTA, présidée par S. Labatcha, digne successeur de Sidi Saïd, qui soutient la convocation de l'élection présidentielle et organise des marches à la gloire de Gaïd Salah).

---

### La recherche de consensus et de convergences avec le pouvoir contre le boycott de la présidentielle

---

Sous couvert de recherche de « consensus », de dialogue ou « d'unité nationale » s'exprime le soutien au pouvoir. La presse nous apprend que le regroupement portant le nom de « Les Dynamiques de la société civile » a provoqué une réunion de concertation qui « rassemble les partis politiques des deux pôles, l'Alternative démocratique du 26 juin et les Forces du changement du 6 juillet, ainsi que des personnalités nationales. Cette première rencontre a pour objectif de rapprocher les visions et travailler sur les convergences », a précisé à l'ouverture de la rencontre A. Fersaoui, président du RAJ (Rassemblement action jeunesse).

Ces bonnes volontés se penchent sur la situation actuelle afin de lui trouver une solution. Ainsi, les Dynamiques de la société civile, dont l'appellation est déjà tout un programme, ont affirmé d'emblée lors de leur première rencontre au mois d'août, leur « attachement au dialogue et à l'unification des efforts et des vues en vue de parvenir, le plus rapidement possible, à une solution à la crise que connaît le pays ». Que sont ces solutions ? Abdelaziz Rahabi, diplomate et ancien ministre, les résumait : « aider toutes les initiatives, sans exception, afin de sortir de la crise et de l'impasse politique qui n'ont que trop duré », tout en mettant l'accent sur « l'impératif de mesures d'apaisement et de la mise en place une instance indépendante pour la surveillance des élections et la proclamation de leurs résultats ». Surveiller les élections... quand les masses demandent leur annulation.

Certes avec plus de subtilité, Lyes Merabet, membre de ces Dynamiques et, surtout, président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) et coordinateur de la Confédération des syndicats autonomes (CSA), précisera : « L'objectif principal est de proposer des solutions à la crise politique actuelle dans un cadre **consensuel** [nous soulignons]. Nous avons bien relevé le défi le 24 août dernier en rassemblant l'essentiel de la famille politique, de la société civile, des personnalités politiques (...) Nous considérons que cette démarche garde tout son sens et pourrait constituer **l'approche consensuelle** pour sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouve notre pays à l'approche d'une échéance électorale rejetée par des millions d'Algériens. » Il ajoute : « Nous voulons

*préconfigurer la scène politique et sociale et l'assainir progressivement des aventuriers et autres opportunistes. Il y a l'avant 12 décembre et l'après 12 décembre 2019. Nous sommes en train d'agir avec cette projection. Des contacts et des échanges sont en cours* ». Et plus loin :

« La CSA réitère, enfin, son appel à la nécessité de prendre des mesures et de fournir des garanties dans le cadre d'un consensus national, à même d'assurer le succès de tout processus électoral libre et transparent, et appelle tous les membres du mouvement populaire à être vigilants, à sauvegarder le caractère pacifique du mouvement, à œuvrer au renforcement de la cohésion du peuple algérien et à préserver l'unité nationale ».

Voilà qui se passe de commentaire. Tout y est. On sait ce que signifie « l'unité nationale ». Ces forces agissent pour que soit trouvé un compromis (consensus) avec le pouvoir contre la volonté populaire. Parmi ces « Dynamiques », on trouve des organisations bourgeoises comme la Ligue des droits de l'Homme, le Front pour la justice et le développement (FJD), ou Mouvement de la société pour la paix (MSP) et le Front des forces socialistes (FFS), mais aussi le parti des Travailleurs (PT)... Mais ce qui est plus grave d'une certaine manière pour le prolétariat, c'est que l'une des principales confédérations syndicales, la CSA (Confédération des syndicats autonomes) collabore, par l'intermédiaire de son coordinateur, à trouver une solution au compte du pouvoir.

Il faut aussi dire un mot sur les Forces du pacte de l'alternative démocratique (PAD), en réalité une alliance d'organisations se réclamant du mouvement ouvrier (PT, PST, MDS) et de partis bourgeois (FFS, RCD, UCP). Ces « Forces » « réaffirment que seule une période de transition démocratique vouée à un processus constituant souverain permettra de sortir du système autoritaire en accord avec les aspirations du peuple algérien. » (déclaration du 6 octobre). D'une certaine façon, il s'agit de la même position car elle revendique un « processus constituant » en lieu et place de l'assemblée Nationale souveraine, mais surtout sans rien dire de ce qui est indispensable et de ce qu'attendent les masses : combattre pour l'organisation du boycott de l'élection présidentielle et pour la grève générale comme moyen pour y parvenir.

---

### La responsabilité des organisations syndicales

---

Car la question est bien là. Toute la situation appelle le rassemblement de la classe ouvrière et de la jeunesse contre le pouvoir, pour le boycott de l'élection. Les grèves multiples et les manifestations ininterrompues le réclament avec force.

Les dirigeants de la CSA ont appelé à une prétendue grève générale (en réalité, une journée d'action) pour le 28

octobre, journée d'action soutenue par le PAD, quelques jours avant les manifestations historiques du 1<sup>er</sup> novembre. Dans leur appel, ils écrivent :

« La CSA réitère, enfin, son appel à la nécessité de prendre des mesures et de fournir des garanties dans le cadre d'un consensus national, à même d'assurer le succès de tout processus électoral libre et transparent, et appelle tous les

*membres du mouvement populaire à être vigilants, à sauvegarder le caractère pacifique du mouvement, à œuvrer au renforcement de la cohésion du peuple algérien et à préserver l'unité nationale* ». Aucun appel à boycotter l'élection présidentielle. Bien au contraire, on peut y lire un soutien au « processus électoral » !

Cet appel est de fait un soutien au régime, car il se situe dans le cadre électoral fixé par le pouvoir. D'ailleurs, les masses qui ont déserté cette journée d'action, l'ont bien compris. Et que penser du fait de quémander des « garanties », quand des centaines de manifestants sont arrêtés, condamnés, emprisonnés, alors qu'il faut au contraire que les directions syndicales organisent la protection des manifestations contre la police ? ! Au travers du « consensus national » que la CSA appelle de ses vœux, c'est en réalité un pont que cette confédération continue de chercher à établir avec le régime (voir également à ce sujet les déclarations de *Maghreb socialiste*).

La responsabilité des organisations syndicales est au contraire d'appeler immédiatement au boycott de l'élection du 12 décembre, de prendre des mesures d'organisation pour que ce boycott soit effectif dans tout le pays (c'est-à-dire que les masses en interdisent la tenue, ce qu'elles cherchent à faire comme nous l'avons vu plus haut), d'appeler pour cela à la grève générale. La responsabilité des militants révolutionnaires est d'intervenir en ce sens. Car faute de perspective, au moment où Gaïd Salah a averti qu'il était prêt à passer en force, la répression, les condamnations et bien pire pourront alors s'amplifier.

Au contraire, il est certain qu'un tel appel venant des organisations syndicales entraînerait le prolétariat et la jeunesse dans son ensemble et les centraliserait contre le pouvoir. L'incapacité du pouvoir à organiser les élections mettrait immédiatement à l'ordre du jour son renversement,

ce qui signifierait l'ouverture effective de la crise révolutionnaire. Dans le cas contraire, la tenue du scrutin constituerait un point d'appui pour Gaïd Salah, même avec une abstention massive.

En Algérie, l'absence de parti ouvrier met d'autant plus en relief le rôle politique que devraient tenir les organisations syndicales. Stéphane Just, dans sa préface aux *Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, de Trotsky, écrit :

*« Les syndicats ne sont pas neutres, ils ne peuvent être neutres, politiquement : ou ils sont à la remorque de la bourgeoisie, et cela revêt des aspects multiples qui vont de la collaboration directe au niveau de l'État bourgeois jusqu'au refus de participer au Front unique de classe et de l'impulser, en passant par la défense, d'une politique bourgeoise à l'intérieur d'éventuels soviets... ou ils adoptent une politique révolutionnaire qui doit se concrétiser à chaque moment.*

*L'indépendance des syndicats n'est rien d'autre que l'indépendance du prolétariat par rapport à la bourgeoisie et à son État. Mais à quel autre moment cette indépendance est-elle pleinement assurée, sinon au moment où le prolétariat s'organise comme classe, au moment où il chasse du pouvoir la bourgeoisie, prend le pouvoir, détruit l'État bourgeois et constitue son propre État ? Il n'est d'indépendance des syndicats qu'en rapport avec cet objectif. Les syndicats abordent selon le mouvement qui leur est propre, les problèmes politiques, ils ne peuvent les éviter. Le grand art des trade-unionistes, des « apolitiques » consiste, au nom de « l'apolitisme », à laisser la bourgeoisie faire sa politique et à s'y soumettre. »*

C'est sur cette orientation qu'une organisation révolutionnaire doit combattre, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats.

---

### **Imposer la rupture des organisations syndicales avec le pouvoir**

---

Il faut relever que le Snateg (Syndicat national des travailleurs de l'électricité et du gaz), affilié la COSYFOP (Confédération syndicale des forces productives) a déposé un préavis de grève du 8 au 11 décembre, juste avant la tenue du scrutin. La presse ne s'en est guère fait l'écho. Dans son appel, il semblerait que la Cosyfop demande l'annulation de l'élection.

À notre connaissance, la Fédération nationale des travailleurs des banques et des assurances a également annoncé un préavis pour le 10 décembre (*El Watan* du 5 novembre).

Ce qui est sûr, c'est qu'il faut imposer aux dirigeants des organisations ouvrières, en premier lieu de la CSA, du Comité national de réappropriation de l'UGTA, du SNATEG, de la COSYFOP... :

**- QU'ILS SE PRONONCENT POUR LE BOYCOTT DES ÉLECTIONS**

**- QU'ILS S'ENGAGENT À L'ORGANISER EN APPELANT DÈS À PRÉSENT À LA GRÈVE GÉNÉRALE** (en organisant cette dernière à travers des comités de grève, dans les entreprises, les écoles et à l'université centralisés dans un comité central de grève),

**- CELA PERMETTANT, LE JOUR DU SCRUTIN, D'EMPÊCHER LA TENUE DE L'ÉLECTION**

C'est de cette façon que pourra s'imposer l'expression de la souveraineté populaire.

C'est sur cet axe que combattent aujourd'hui les militants révolutionnaires regroupés autour de « Maghreb socialiste », dans leur milieu de travail et dans leurs syndicats. C'est sur cet axe qu'ils œuvrent à la construction d'un véritable parti ouvrier et d'une organisation ouvrière révolutionnaire, pour l'avènement d'un gouvernement ouvrier en Algérie et, en relation avec la construction d'une avant-garde des pays voisins, pour les États unis socialistes du Maghreb.

Le 28 novembre 2019



---

**Prenez contact ! A.E.P.S. 1bis, Rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL, <http://socialisme.free.fr>**

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- n°ISSN : 0763790X -- Imprimerie spéciale